



Rapport Annuel Groupe 2025

AU 31.12.2025

MIRABAUD.COM

MIRABAUD

Accountable for generations



Sommaire

02

Rapport
d'activité

03

Gouvernance

04

Structure du Groupe
Mirabaud

08

Conseils
d'administration

16

Bilan

18

Compte de
résultat

22

Annexe aux comptes
consolidés

31

Informations relatives
au bilan

52

Informations relatives aux
opérations hors bilan

54

Informations relatives au
compte de résultat

60

Risques

72

Rapport de l'organe
de révision

Rapport d'activité

Mirabaud, groupe bancaire et financier international, familial et indépendant depuis 1819 fait état pour l'exercice 2025 d'un résultat net en hausse de 10% à CHF 22.6 millions. Le Groupe conserve une forte solidité financière, matérialisée par un ratio CET 1 dépassant 20%. Il poursuit le recentrage de ses activités sur ses marchés cibles de même que l'exécution de son programme d'investissements dans son infrastructure technologique et le développement des équipes.

Au 31 décembre 2025, les revenus du Groupe s'élèvent à CHF 254.7 millions (CHF 282.2 millions en 2024) avec des revenus des commissions de CHF 183.2 millions (CHF 199.3 millions en 2024) et des opérations de négoce de CHF 29.0 millions (CHF 23.2 millions en 2024). Le recul des revenus s'explique par l'arrêt de l'activité de brokerage du Groupe - Mirabaud Securities - et par le repli de la marge d'intérêts à CHF 28.9 millions (CHF 47.4 millions en 2024), elle-même fortement impactée par la baisse des taux d'intérêt. Les charges d'exploitation du Groupe diminuent quant à elles à CHF 218.4 millions (CHF 248.0 millions en 2024), sous l'effet de la fermeture de Mirabaud Securities et des mesures d'efficience mises en oeuvre sur ses coûts. Le Groupe Mirabaud affiche ainsi un bénéfice net consolidé en hausse de 10% à CHF 22.6 millions sur l'année 2025 (CHF 20.5 millions en 2024).

Dans un contexte de volatilité accrue et d'effets de change défavorables, les encours sous gestion du Groupe totalisent CHF 31.7 milliards à fin décembre 2025 (CHF 32.3 milliards en 2024), marqués par des sorties attendues d'actifs non stratégiques. La stratégie d'investissement du Groupe, soutenue par la rigueur de son processus de gestion, a permis aux portefeuilles de bénéficier de l'orientation favorable des marchés. Cette performance s'accompagne d'une dynamique commerciale soutenue, illustrée en Europe par une collecte nette positive auprès de sa clientèle privée et des gérants de fortune indépendants, ainsi que par des souscriptions institutionnelles, portées par la qualité des stratégies actives de Mirabaud Asset Management, dont celle dédié aux petites et moyennes capitalisations européennes.

Avec un bilan consolidé totalisant CHF 2.2 milliards (CHF 1.9 milliards au 31.12.2024), Mirabaud s'appuie sur une structure financière solide et équilibrée, essentiellement constituée de dépôts de la clientèle au passif. Au 31 décembre 2025, le Groupe affichait par ailleurs un common equity ratio Tier 1 (CET1) renforcé à 22.8% et un ratio de liquidités à court terme (LCR) de 218%. Ces niveaux, nettement supérieurs aux exigences minimales requises par la FINMA et les accords Bâle III, traduisent la solidité financière du Groupe Mirabaud, dont le modèle d'affaires est basé sur la maîtrise des risques et l'investissement sur le long terme.

Le Collège des Associés

Gouvernance

Notre gouvernance est façonnée par la conviction, la passion, l'indépendance et la responsabilité, garantissant un succès durable et l'alignement sur les besoins de nos Clients et de nos parties prenantes. La responsabilité guide chacune de nos décisions, garantissant le respect des normes les plus élevées. En tant que société de personnes, nous avons toujours adopté le principe de la propriété partagée, tant au niveau de l'entreprise que dans la manière dont nous vivons nos valeurs. Cette structure nous permet de nous adapter tout en restant fidèles à nos principes et en gardant toujours une vision à long terme.

Depuis plus de 200 ans, la gouvernance familiale de Mirabaud est garante de stabilité, de confiance et de responsabilité. Guidés en particulier par la 7^e génération d'Associés, nous restons déterminés à nous aligner sur les intérêts de nos Clients et à stimuler l'innovation pour un avenir durable.

Découvrez comment nos valeurs et notre gouvernance façonnent un leadership responsable dans un monde en mutation.

« Chez Mirabaud, nous sommes fiers
d'une riche tradition d'excellence, bâtie
au fil des générations, tout en embrassant
l'innovation pour façonner l'avenir de la
banque privée et de la gestion d'actifs. »

Lionel Aeschlimann,
Associé gérant Senior

Structure du Groupe Mirabaud



La société holding de Mirabaud (Mirabaud SCA) est une société en commandite suisse (SCA), détenue et dirigée par les Associés gérants du Groupe, via une société de personnes, Mirabaud Partners & Cie. Ces derniers assument une responsabilité personnelle et illimitée au niveau de la holding, ce qui garantit un engagement profond et un alignement complet des intérêts avec ceux de nos Clients.

Le Groupe est en outre renforcé par des Associés commanditaires (Equity Partners) qui investissent dans le Groupe et occupent également des postes de direction clés dans différentes entités, stimulant l'innovation, la création de valeur et la performance dans tous les domaines de l'entreprise.

Associés gérants

Lionel Aeschlimann, Nicolas Mirabaud, Camille Vial



Mirabaud Partners & Cie – Equity Partners



Mirabaud SCA (Genève)

Holding - Stratégie du Groupe et surveillance consolidée

Administration – les Associés gérants

Organe de contrôle – Pierre Bongard, Sophie Maillard, Bernard Vischer



Principales entités opérationnelles



Asset Management

**Mirabaud Asset
Management (Suisse) SA**
Genève, Zurich

**Mirabaud Asset
Management Limited**
Londres

**Mirabaud Asset
Management (Europe) SA**
Luxembourg, Milan, Madrid

**Mirabaud Asset
Management (France) SAS**
Paris

Wealth Management

Mirabaud & Cie SA
Genève, Zurich, Bâle

Mirabaud & Cie (Europe) SA
*Luxembourg, Madrid, Barcelone,
Valence, Londres, Paris*

Mirabaud (Middle East) Limited
Dubai

Mirabaud Canada Inc.
Montréal

Mirabaud (Brasil) Representações LTDA
Mirabaud Investimentos LTDA
São Paulo

**Mirabaud International
Advisory (Uruguay) SA**
Montevideo

ASSOCIÉS GÉRANTS

La gouvernance du Groupe Mirabaud reflète son esprit d'entreprise et ses valeurs fondamentales, défendues par ses Associés gérants qui sont à la fois copropriétaires et gestionnaires. Pleinement investis dans la stratégie du Groupe, ils veillent à ce que les actifs des Clients soient gérés avec le même soin que les leurs, incarnant ainsi la confiance, la responsabilité et l'alignement des intérêts qui définissent Mirabaud depuis plus de 200 ans.



Changements au cours de l'année 2025: Yves Mirabaud a quitté ses fonctions au sein du Groupe le 30 juin 2025.

EQUITY PARTNERS

Les Equity Partners sont à la fois des investisseurs et des dirigeants clés du Groupe. Ils occupent des fonctions de management au sein des différentes entités du Groupe et contribuent activement au développement stratégique et au succès à long terme de Mirabaud.

Présentation des Equity Partners du Groupe Mirabaud au 31 décembre 2025



Umberto Boccato



Louis Fauchier-Magnan



Thiago Frazao



Andrew Lake



François Leyss



Julien Meylan

Conseils d'administration

Le Conseil d'administration de chaque entité opérationnelle principale est l'organe directeur suprême chargé de superviser et d'organiser cette entité conformément aux lois applicables. Il détient des pouvoirs inaliénables conférés par la loi, les règlements et la mission de l'entreprise. Il veille au respect des cadres juridiques et guide l'orientation stratégique de l'entreprise. Le Conseil d'administration joue un rôle essentiel dans le maintien de la responsabilité, la prise de décisions clés et la garantie que l'organisation remplit ses objectifs de manière efficace et éthique.

Présentation de la composition des Conseils d'administration et organes équivalents de nos principales entités opérationnelles au 31 décembre 2025.

MIRABAUD & CIE SA

Christophe Guillemot *(Président - Admin. indépendant)*¹

Lionel Aeschlimann³

Bruno Houdmont *(Admin. indépendant)*²

Christina A. Pamberg *(Admin. indépendant)*¹⁻⁴

Natacha Anne Polli *(Admin. indépendant)*²

MIRABAUD & CIE (EUROPE) SA

Nicolas Mirabaud *(Président)*

Patrick Hauri

Sarah Khabirpour *(Admin. indépendant)*

Julien Meylan

Carlo Thill *(Admin. indépendant)*⁵

MIRABAUD (MIDDLE EAST) LIMITED⁶

Thiago Frazao *(Président)*

Alain Baron

Patrick Hauri

Dr. Mahdi Mattar *(Admin. indépendant)*

MIRABAUD CANADA INC.

Yves Énard *(Président)*

Julie Drouin

Julien Meylan

Sylvain Racine

MIRABAUD (BRASIL) REPRESENTAÇÕES LTDA

Thiago Frazao *(Président)*

Fabio Kreplak

Alexandre Tadeu *(Admin. indépendant)*

MIRABAUD INVESTIMENTOS LTDA

Urbano de A. Moraes *(Président du Comité de direction)*

MIRABAUD INTERNATIONAL ADVISORY (URUGUAY) SA

Thiago Frazao *(Président)*

Fabio Kreplak

MIRABAUD ASSET MANAGEMENT (SUISSE) SA

Christopher Fawcett *(Président - Admin. indépendant)*

Yvar Mentha *(Admin. indépendant)*

Lionel Aeschlimann

Thiago Frazao

Christina A. Pamberg *(Admin. indépendant)*

Camille Vial

MIRABAUD ASSET MANAGEMENT LIMITED

Lionel Aeschlimann *(Président)*⁷

Christopher Fawcett *(Admin. indépendant)*

Yvar Mentha *(Admin. indépendant)*

Thiago Frazao

Christina A. Pamberg *(Admin. indépendant)*

Camille Vial

MIRABAUD ASSET MANAGEMENT (EUROPE) SA

Lionel Aeschlimann *(Président)*

Pascal Leclerc *(Admin. indépendant)*

François Leyss

Jérôme Wigny *(Admin. indépendant)*

MIRABAUD ASSET MANAGEMENT (FRANCE) SAS

Arnaud Bouteiller *(Président du Comité de direction)*

¹ Composent le Comité de Nomination et de Rémunération du Conseil d'administration de Mirabaud & Cie SA.

² Composent le Comité d'Audit, des Risques et de Compliance du Conseil d'administration de Mirabaud & Cie SA.

³ Membre du Comité de Nomination et de Rémunération du Conseil d'administration de Mirabaud & Cie SA jusqu'au 5 mars 2025.

⁴ Membre du Comité d'Audit, des Risques et de Compliance du Conseil d'administration de Mirabaud & Cie SA jusqu'au 30 juin 2025.

⁵ Dès le 21 mars 2025.

⁶ Thiago Frazao a été nommé Président du Conseil d'administration de Mirabaud (Middle East) Limited le 31 août 2025, succédant à Nicolas Mirabaud. Les mandats de Nicolas Mirabaud et Julien Meylan ont pris fin le 15 août 2025.

⁷ Dès le 1er janvier 2025.

BIOGRAPHIES

Lionel Aeschlimann

Lionel Aeschlimann est Associé gérant Senior de Mirabaud SCA, la société holding du Groupe. Il a rejoint Mirabaud & Cie SA en 2010 en tant que membre du Comité Exécutif jusqu'à fin décembre 2013 pour reprendre le poste de CEO de MAM jusqu'à fin 2024. Auparavant, il était associé d'un cabinet d'avocats suisse, où il dirigeait la pratique bancaire et financière du cabinet. Avocat diplômé (Berne et Genève), il est titulaire d'un diplôme postgrade en droit européen (Séville) et d'un Master (LLM) en droit européen (Collège d'Europe, Bruges).

Lionel Aeschlimann est membre des Conseils d'administration de Mirabaud & Cie SA et Mirabaud Asset Management (Suisse) SA ainsi que Président des Conseils d'administration de Mirabaud Asset Management (Europe) SA et Mirabaud Asset Management Limited.

Alain Baron

Alain Baron est membre non exécutif du Conseil d'administration de Mirabaud (Middle East) Limited. Equity Partner du Groupe Mirabaud jusqu'au 31 décembre 2024, il était préalablement responsable des activités de gestion de fortune pour la région MENA, cumulant plus de 20 ans d'expertise dans ce domaine au sein du Groupe Mirabaud et de la Banque Nationale de Kuwait. Il est le fondateur de la plateforme de private equity VantageBridge Partners.

Umberto Boccato

Umberto Boccato est CEO de Mirabaud Asset Management depuis le 1^{er} janvier 2025 et Equity Partner. Il a rejoint le Groupe Mirabaud en 2005, où il a assumé diverses fonctions liées aux investissements, notamment en tant que responsable des investissements chez Mirabaud Asset Management (MAM), avant de devenir Directeur général adjoint en 2020. Il est titulaire d'un Master of Business Administration de l'Université Loyola Marymount à Los Angeles.

Arnaud Bouteiller

Arnaud Bouteiller est Managing Director de Mirabaud Asset Management (Europe) S.A. et Président de Mirabaud Asset Management (France) S.A.S. Fort de vingt ans d'expérience dans la gestion d'actifs au Luxembourg et à Paris, il est agréé par la CSSF et l'AMF. Avant de rejoindre le Groupe Mirabaud en 2023, il a occupé plusieurs fonctions de direction au sein de sociétés de gestion luxembourgeoises. Arnaud Bouteiller siège par ailleurs aux Conseils d'administration de plusieurs structures d'investissement (UCITS, PE, RE, VC, club deals). Il est diplômé de l'EDHEC Business School.

Julie Drouin

Julie Drouin est la Directrice financière de Mirabaud Canada Inc. Auparavant, elle était Responsable de la surveillance chez PWC.

Julie Drouin est membre du Conseil d'administration de Mirabaud Canada Inc.

Yves Érard

Yves Érard est Président du Conseil d'administration de Mirabaud Canada Inc. Il était, jusqu'en décembre 2022, Directeur des Investissements de Mirabaud Canada Inc. Avant de rejoindre le Groupe Mirabaud, Yves Érard a été Senior Vice-président au sein d'Unigestion SA.

Louis Fauchier-Magnan

Louis Fauchier-Magnan est Equity Partner depuis janvier 2025. Il a rejoint Mirabaud en 2009 à Zurich dans la vente et le marketing pour Mirabaud Asset Management. Aujourd'hui, Louis Fauchier-Magnan est responsable des activités de gestion de fortune de Mirabaud & Cie SA en Suisse romande. Il est titulaire d'un Master en mathématiques de l'Ecole Polytechnique Fédérale de Lausanne (EPFL).

Christopher Fawcett

Christopher Fawcett est Président du Conseil d'administration de Mirabaud Asset Management (Suisse) SA et membre du Conseil d'administration de Mirabaud Asset Management Limited. Spécialiste des investissements alternatifs, il a travaillé chez Permal Investment Management en tant que Senior Investment Officer et co-fondateur Fauchier Partners.

Thiago Frazao

Thiago Frazao est Equity Partner depuis 2019. Il a rejoint Mirabaud en 2011 et a rapidement mis en place les desks Brasil et Latam, qui sont depuis devenus des moteurs de croissance majeurs pour le Groupe et ont ouvert des bureaux à Montevideo et São Paulo. Depuis janvier 2025, il est responsable, au niveau du Groupe, de la gestion de fortune sur les marchés émergents et internationaux. Il est titulaire d'un BA de l'University College Dublin.

Thiago Frazao est également Président des Conseils d'administration de Mirabaud (Middle East) Limited, de Mirabaud (Brasil) Representações Ltda et Mirabaud International Advisory (Uruguay) SA ainsi que membre des Conseils d'administration de Mirabaud Asset Management Limited et Mirabaud Asset Management (Suisse) SA.

Christophe Guillemot

Christophe Guillemot est Président du Conseil d'administration de Mirabaud & Cie SA et membre de son Comité de nomination et de rémunération. Il est également administrateur et conseiller de différentes entités réglementées et non réglementées. Christophe Guillemot a occupé de nombreux postes de direction dont CFO mondial et CEO intérimaire de HSBC Global Private Banking et CFO mondial de JP Morgan Chase Private Banking.

Patrick Hauri

Patrick Hauri est Group Chief Risk Officer et membre du Comité exécutif de Mirabaud & Cie SA depuis qu'il a rejoint Mirabaud en février 2023. Il a préalablement occupé la fonction de Group Chief Risk Officer et Responsable des projets stratégiques du Groupe Lombard Odier.

Patrick Hauri est également membre des Conseils d'administration de Mirabaud & Cie (Europe) SA et de Mirabaud (Middle East) Limited.

Bruno Houdmont

Bruno Houdmont est membre du Conseil d'administration de Mirabaud & Cie SA et de son Comité Audit, Risques et Compliance. Il est actuellement administrateur indépendant non-exécutif au sein de différentes autres entités au Luxembourg, en Belgique, en France et en Suisse. Il a occupé au cours de sa carrière des postes de senior management et de CEO dans le secteur bancaire en Europe et en Asie et a été précédemment Directeur Général de Banque Degroof Petercam Luxembourg SA, Directeur Général d'ING Suisse et membre du Comité de Direction et du Conseil d'administration de Bank of Beijing en Chine.

Sarah Khabirpour

Sarah Khabirpour est membre du Conseil d'administration de Mirabaud & Cie (Europe) SA. Elle est par ailleurs membre du Conseil d'administration d'ICBC Europe SA. Sarah Khabirpour a auparavant été Directrice de la Conformité de la Banque de Luxembourg et Présidente du Conseil d'administration de la Commission de Surveillance du Secteur Financier.

Fabio Kreplak

Fabio Kreplak est Directeur général de Mirabaud International Advisory (Uruguay) S.A. Il a précédemment occupé les fonctions de Directeur général et membre du Conseil d'administration de Julius Baer Uruguay et Directeur exécutif chez UBS.

Fabio Kreplak est membre des Conseils d'administration de Mirabaud International Advisory (Uruguay) S.A et Mirabaud (Brasil) Representações LTDA.

Andrew Lake

Andrew Lake est Equity Partner, CIO de Mirabaud Asset Management (MAM) et membre du Comité exécutif de MAM depuis janvier 2021. Il a rejoint le Groupe Mirabaud en 2013 en tant que responsable du High Yield et est devenu responsable du Fixed Income en 2014. Il est titulaire d'une licence en histoire de l'Université de York, d'un MBA de la Booth School of Business de l'Université de Chicago et d'un diplôme de droit de la City University de Londres.

Pascal Leclerc

Pascal Leclerc est membre du Conseil d'administration de Mirabaud Asset Management (Europe) SA. Il est par ailleurs membre du Conseil d'administration d'Astorg Asset Management Sàrl (Private Equity) et ancien Managing Partner de Colony NorthStar Luxembourg Sàrl (Real Estate).

François Leyss

François Leyss est Equity Partner depuis janvier 2025. Il a rejoint le Groupe Mirabaud en mars 2012 en tant que COO de Mirabaud Asset Management. Depuis mars 2020, il est COO du Groupe Mirabaud et membre du Comité exécutif de Mirabaud & Cie SA. Il est expert-comptable et titulaire d'un Master of Business Administration de l'Université de Genève.

François Leyss est également membre du Conseil d'administration de Mirabaud Asset Management (Europe) SA.

Mahdi Mattar

Mahdi Mattar est membre indépendant du Conseil d'administration de Mirabaud (Middle East) Limited. Il possède plus de 20 ans d'expérience dans la gestion d'investissements et le conseil aux clients allant des family offices aux institutions financières et aux fonds souverains, avec un accent particulier sur les investissements en capital-investissement régionaux et internationaux. Il est actuellement le PDG de Kamcorp, un family office basé aux Émirats Arabes Unis. Il a également occupé plusieurs postes de PDG au sein d'institutions financières agréées aux Émirats Arabes Unis. Il est titulaire d'un doctorat du Massachusetts Institute of Technology (MIT).

Yvar Mentha

Yvar Mentha est membre indépendant du Conseil d'administration de Mirabaud Asset Management (Suisse) SA et membre du Conseil d'administration de Mirabaud Asset Management Limited. Il occupait précédemment les fonctions de Responsable des activités de développement institutionnel chez Lombard Odier. Yvar Mentha est également membre du Conseil d'administration de BRP Bizzozero and Partners SA et conseiller en gouvernance auprès de la Fondation d'investissement IST.

Julien Meylan

Julien Meylan a rejoint Mirabaud en 2013 en tant que Chief Financial Officer (CFO) du Groupe. En 2019, il est devenu membre du Comité exécutif de Mirabaud & Cie SA. Depuis le 1er janvier 2025, il est nommé Equity Partner du Groupe. Julien Meylan est expert-comptable et titulaire d'un Master en sciences économiques de l'Université de Genève.

Julien Meylan est également membre des Conseils d'administration de Mirabaud & Cie (Europe) SA et Mirabaud Canada Inc.

Nicolas Mirabaud

Nicolas Mirabaud est Associé gérant de Mirabaud SCA, la société holding du Groupe, et responsable de la gestion de fortune du Groupe. Il est également membre du Comité exécutif de Mirabaud & Cie SA. Il a rejoint le Groupe Mirabaud en 1999. Il est titulaire d'un MBA de la Central European University, d'un diplôme d'expert en finance et investissement de l'AZEK (CFPI) et d'une maîtrise en droit des affaires de l'Université de Paris X.

Nicolas Mirabaud est, par ailleurs, Président du Conseil d'administration de Mirabaud & Cie (Europe) SA et a rejoint le Comité de direction de l'Association internationale d'entreprises familiales et bicentennaires, Les Hénokiens.

Urbano A. de Moraes

Urbano A. de Moraes est Directeur Général de Mirabaud Investimentos LTDA. Il possède 40 ans d'expérience dans l'industrie financière. Avant de rejoindre le Groupe Mirabaud en 2022, il a dirigé Credit Agricole Indosuez Brésil pendant dix ans, une entité regroupant les activités de gestion de fortune du groupe français. Jusqu'en 2012, il a occupé diverses fonctions de direction au sein d'institutions financières, notamment chez Crédit Agricole, Crédit Lyonnais (au Brésil et en France) ainsi que BFB. Urbano est diplômé en économie de la PUC-São Paulo.

Christina A. Pamberg

Christina A. Pamberg est membre du Conseil d'administration de Mirabaud & Cie SA et Présidente de son Comité de nomination et de rémunération. Elle est également membre des Conseils d'administration de Mirabaud Asset Management Limited et de Mirabaud Asset Management (Suisse) SA. Christina est Associée gérante de Alcyon Holding SA, dont elle préside le Conseil d'administration. En outre, elle est Présidente du Conseil d'administration et de divers comités de la Banque Cantonale du Jura.

Elle a également occupé la fonction de Directrice de Kohlberg Kravis Roberts & Co. Ltd.

Natacha Anne Polli

Natacha Anne Polli est membre du Conseil d'administration de Mirabaud & Cie SA et Présidente de son Comité Audit, Risques et Compliance. Elle exerce en tant que consultante indépendante, spécialisée dans la conformité et la gouvernance des entités opérant dans le secteur financier. Elle est par ailleurs membre des Conseils d'administration de la Banque cantonale neuchâteloise et de JBG Capital, ainsi que Présidente de l'organe de contrôle de Bordier & Cie SCmA. Elle a également été membre du Comité exécutif de CA Indosuez (Suisse) SA.

Sylvain Racine

Sylvain Racine est le CEO de Mirabaud Canada Inc. Il occupait précédemment la fonction de Directeur des Risques et de la Conformité de Mirabaud Canada Inc. Il est un ancien Directeur de diverses institutions financières, dont la Banque Nationale du Canada.

Il est membre du Conseil d'administration de Mirabaud Canada Inc.

Alexandre Tadeu

Alexandre Tadeu est membre du Conseil d'administration de Mirabaud (Brasil) Representações LTDA. Il est par ailleurs le fondateur de Bicalho Navarro Advogados (2000), un membre effectif du Conseil juridique de SindusConSP depuis 2000 et un membre du Conseil délibératif du CRC-USP - Centre de résolution des conflits de Poli/USP. Il est, en outre, auteur du livre «Fiscalité des opérations immobilières» (Ed. Quartier Latin, 1ère édition).

Carlo Thill

Carlo Thill est membre du Conseil d'administration de Mirabaud & Cie (Europe) SA. Il est au bénéfice d'une expérience reconnue dans le secteur financier luxembourgeois de plus de 40 ans, avec de nombreux rôles d'administrateurs et de direction au sein d'institutions financières de renom, dont BGL BNP Paribas.

Camille Vial

Camille Vial est Associée gérante de Mirabaud SCA, la société holding du Groupe et Présidente du Comité exécutif de Mirabaud & Cie SA. Elle est titulaire d'un Master en mathématiques de l'Ecole Polytechnique Fédérale de Lausanne (EPFL).

Camille Vial est également membre des Conseils d'administration de Mirabaud Asset Management (Suisse) SA et Mirabaud Asset Management Limited.

Jérôme Wigny

Jérôme Wigny est membre du Conseil d'administration de Mirabaud Asset Management (Europe) SA. Avocat disposant d'une grande expérience dans le domaine des fonds d'investissement, il est Associé d'Elvinger Hoss Prussen depuis 2001.

Comptes consolidés



BILAN

CHF

Actifs

	31.12.2025	31.12.2024
Liquidités	317 105 987	458 894 790
Créances sur les banques	63 543 174	87 384 486
Créances résultant d'opérations de financement de titres	450 000 000	170 000 000
Créances sur la clientèle	622 000 553	601 235 632
Créances hypothécaires	–	–
Opérations de négoce	–	–
Valeurs de remplacement positives d'instruments financiers dérivés	8 442 138	21 142 126
Immobilisations financières	464 024 640	374 813 059
Comptes de régularisation	31 913 144	29 734 584
Participations non consolidées	617 772	1 509 218
Immobilisations corporelles	219 072 822	189 679 487
Valeurs immatérielles	–	–
Autres actifs	27 469 493	11 875 678
Total des actifs	2 204 189 723	1 946 269 060
Total des créances subordonnées	–	–

Passifs

	31.12.2025	31.12.2024
Engagements envers les banques	28 467 472	40 336 842
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	1 839 984 086	1 548 090 053
Engagements résultant d'opérations de négoce	–	–
Valeurs de remplacement négatives d'instruments financiers dérivés	5 368 003	16 320 664
Comptes de régularisation	64 221 498	71 966 174
Autres passifs	15 234 253	12 075 151
Provisions	4 816 238	7 816 710
Réserve pour risques bancaires généraux	54 820 000	51 820 000
Capital social	156 700 000	164 095 246
Réserve issue du bénéfice	27 148 465	26 360 127
Réserve de change	-15 161 541	-13 140 379
Bénéfice consolidé	22 591 249	20 528 472
Total des passifs	2 204 189 723	1 946 269 060
Total des engagements de rang subordonné	–	–

OPÉRATIONS HORS BILAN

CHF

	31.12.2025	31.12.2024
Engagements conditionnels	114 691 485	112 769 861
Engagements irrévocables	3 010 561	3 953 643
Engagements de libérer et d'effectuer des versements supplémentaires	14 225 293	37 378 696
Crédits par engagement	–	–

COMPTE DE RÉSULTAT

CHF

	2025	2024
Produit des intérêts et des escomptes	38 283 702	62 115 281
Produit des intérêts et des dividendes des immobilisations financières	2 740 777	3 833 850
Charges d'intérêts	-11 758 145	-16 215 261
Résultat brut des opérations d'intérêts	29 266 334	49 733 870
Variation des corrections de valeur pour risques de défaillance et pertes liées aux opérations d'intérêts	-355 768	-2 352 998
Résultat net des opérations d'intérêts	28 910 566	47 380 872
Produit des commissions sur les titres et les opérations de placement	211 579 027	222 557 869
Produit des commissions sur les opérations de crédit	610 789	922 468
Produit des commissions sur les autres prestations de service	5 037 253	4 505 054
Charges de commissions	-34 071 672	-28 696 365
Résultat des opérations de commissions et des prestations de service	183 155 397	199 289 026
Résultat des opérations de négoce	29 009 707	23 197 362
Résultat des aliénations d'immobilisations financières	10 587 923	8 783 278
Produit des participations non consolidées	1 588 885	1 326 569
Résultat des immeubles	739 466	-21 589
Autres produits ordinaires	1 243 312	2 406 109
Autres charges ordinaires	-509 856	-119 279
Autres résultats ordinaires	13 649 730	12 375 088
Charges de personnel	-151 315 981	-168 328 704
Autres charges d'exploitation	-67 036 221	-79 705 058
Charges d'exploitation	-218 352 202	-248 033 762
Corrections de valeur sur participations, amortissements sur immobilisations corporelles et valeurs immatérielles	-7 748 190	-10 163 657
Variations des provisions et autres corrections de valeur, pertes	2 523 871	2 977 488
Résultat opérationnel	31 148 879	27 022 417
Produits extraordinaires	–	–
Charges extraordinaires	–	–
Impôts	-5 557 630	-6 493 945
Variations des réserves pour risques bancaires généraux	-3 000 000	–
Bénéfice consolidé	22 591 249	20 528 472

TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE

CHF

	2025		2024	
	Sources	Emplois	Sources	Emplois
Flux de fonds du résultat opérationnel (financement interne)				
Bénéfice consolidé de l'exercice	22 591 249	–	20 528 472	–
Corrections de valeur sur participations, amortissements sur immobilisations corporelles et valeurs immatérielles	–	7 748 190	–	10 163 657
Provisions et autres corrections de valeur	–	3 000 472	–	3 244 370
Variation des corrections de valeur pour risques de défaillance et pertes	355 768	–	2 352 998	–
Comptes de régularisation actifs	–	2 178 560	22 221 821	–
Comptes de régularisation passifs	–	7 744 676	–	22 632 523
Autres positions	–	9 434 713	–	1 395 269
Solde	22 947 017	30 106 611	45 103 291	37 435 819
Flux de fonds des transactions relatives aux capitaux propres				
Capital-actions / capital participation / capital de dotation, etc.	–	7 395 246	1 067 581	–
Ecritures par les réserves	–	21 761 296	–	23 339 034
Solde	–	29 156 542	1 067 581	23 339 034
Flux de fonds des mutations relatives aux participations, immobilisations corporelles et valeurs immatérielles				
Participations	891 446	–	–	29 996
Immeubles	–	–	–	–
Autres immobilisations corporelles	–	21 645 145	–	9 259 366
Solde	891 446	21 645 145	–	9 289 362
Flux de fonds de l'activité bancaire				
Opérations à moyen terme et long terme (>1 an)				
Créances sur les banques	–	–	–	–
Créances sur la clientèle	–	–	–	–
Immobilisations financières	53 780 000	–	100 631 000	–
Opérations à court terme (<1 an)				
Engagements envers les banques	–	11 869 370	–	-35 713 422
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	291 894 033	–	–	237 263 446
Valeurs de remplacement négatives d'instruments financiers dérivés	1 747 327	–	-1 175 256	5 144 625
Créances sur les banques	23 841 312	–	-93 019 263	–
Créances sur la clientèle	–	21 120 689	170 471 772	2 352 998
Valeurs de remplacement positives d'instruments financiers dérivés	–	–	–	–
Immobilisations financières	–	142 991 581	–	79 742 226
Etat des liquidités				
Liquidités	–	138 211 197	135 774 963	–
Solde	371 262 672	314 192 837	312 683 216	288 789 873
Total	395 101 135	395 101 135	358 854 088	358 854 088

ETATS DES CAPITAUX PROPRES

CHF

	Comptes de capital									
	Apports des Associés indéfiniment responsables	Apports des Associés commanditaires	Intérêts minoritaires	Réserves issues du bénéfice	Réserves pour risques bancaires généraux	Réserve de change	Bénéfice consolidé	dont intérêts minoritaires	Total	
Capitaux propres au 31.12.2024	138 594 000	24 700 000	801 246	26 360 127	51 820 000	-13 140 379	20 528 472	-99 478	249 663 466	
Plan de participation des collaborateurs / inscription dans les réserves	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres mouvements / apports / injections	-27 894 000	21 300 000	-801 246	2 000 000	3 000 000	1 211 662	-2 000 000	-	-3 183 584	
Différences de change	-	-	-	-1 211 662	-	-3 232 824	-	-	-4 444 486	
Dividendes et autres distributions	-	-	-	-	-	-	-18 528 472	-	-18 528 472	
Autres dotations / (prélèvements) affectant les autres réserves	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bénéfice consolidé	-	-	-	-	-	-	22 591 249	-	22 591 249	
Capitaux propres au 31.12.2025	110 700 000	46 000 000	-	27 148 465	54 820 000	-15 161 541	22 591 249	-99 478	246 098 173	

Annexe aux comptes consolidés



ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS AU 31 DÉCEMBRE 2025



RAISON SOCIALE, FORME JURIDIQUE ET SIÈGE

Créée en 1819 à Genève, Mirabaud s'est développée pour constituer un groupe international comprenant Mirabaud SCA et les sociétés affiliées (ci-après «Le Groupe» ou «Mirabaud») comme détaillé dans les annexes.

Mirabaud propose à ses Clients des services financiers et des conseils personnalisés dans deux domaines d'activité: Wealth Management (gestion de portefeuille, conseils en investissements et services aux gérants de patrimoine indépendants) et Asset Management (gestion institutionnelle, gestion et distribution de fonds).

Le Groupe emploie 696 personnes au 31 décembre 2025 (734 au 31 décembre 2024).

PRINCIPES DE COMPTABILISATION ET D'ÉVALUATION

Principes généraux.

Les principes comptables et d'évaluation se conforment aux dispositions du code des obligations, de la législation bancaire, ainsi qu'aux directives de l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA).

Le Groupe applique la loi sur les banques et son ordonnance, de même que les prescriptions comptables pour les banques, les maisons de titres, les groupes et conglomérats financiers, transcrites dans l'ordonnance de la FINMA sur l'établissement et la présentation des comptes (OEPC-FINMA) et la circulaire 2020/1 de la FINMA.

Les comptes consolidés sont établis selon les prescriptions en vigueur en Suisse applicables aux comptes consolidés, en l'occurrence le principe de l'image fidèle.

Les comptes ont été établis selon l'hypothèse de la poursuite de l'activité. Les inscriptions au bilan sont fondées sur des valeurs de continuation.

Les principales méthodes comptables appliquées sont décrites ci-après.

Périmètre de consolidation et modifications.

Le périmètre de consolidation comprend l'ensemble des entités significatives contrôlées par les Associés, à travers Mirabaud Partners & Cie et Mirabaud SCA. En juillet 2025, la société Mirabaud Securities Londres a été liquidée. Les entités significatives, ainsi que les entités entrant dans le périmètre de consolidation en 2025, sont présentées en page 36 du présent rapport.

Méthode de consolidation.

Les sociétés directement ou indirectement contrôlées par le Groupe sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale. Le capital est consolidé selon la méthode anglo-saxonne dite «purchase method».

Les transactions internes au Groupe, de même que les bénéfices intragroupe, ont fait l'objet d'écritures d'élimination lors de l'établissement des comptes annuels consolidés.

Chiffres comparatifs

Certains éléments financiers de l'exercice précédent ont été retraités pour un montant de CHF 91 millions, par diminution des «Créances sur les banques» et augmentation des «Créances sur la clientèle». Cette correction vise à se conformer avec l'OEPC-FINMA, sans impact sur le total du bilan, les fonds propres ou le résultat.

Modifications des principes de comptabilisation et d'évaluation.

Aucun changement des principes de comptabilisation ou d'évaluation n'a eu lieu durant l'exercice 2025.

Principes de saisie des opérations.

Toutes les transactions conclues jusqu'à la date du bilan sont comptabilisées le jour de leur conclusion. L'inscription au bilan des transactions conclues au comptant mais non encore exécutées s'effectue selon le principe de la date de conclusion.

Compensation.

La compensation entre actifs et passifs ainsi que celle entre charges et produits sont en principe interdites à l'exception de celles spécifiquement autorisées par l'OEPC-FINMA.

Délimitation dans le temps.

Les produits et charges sont comptabilisés au fur et à mesure qu'ils sont acquis ou courus, ou

qu'ils ou elles sont engagés, et enregistrés dans les comptes de l'exercice concerné, et non lors de leur encaissement ou de leur paiement.

Transactions en monnaies étrangères.

Les transactions en monnaies étrangères sont comptabilisées au taux de change en vigueur à la date des transactions. Les gains et pertes résultant du règlement de ces transactions ainsi que de la conversion des actifs et passifs en monnaie étrangère au taux de change en vigueur à la clôture, sont comptabilisés au compte de résultat.

Conversion des monnaies étrangères dans les comptes du Groupe.

Pour la conversion en francs suisses des comptes annuels libellés en monnaies étrangères lors de la consolidation, les méthodes suivantes ont été retenues :

- Pour le bilan, le cours de clôture est appliqué, à l'exception des fonds propres qui sont réévalués aux cours historiques.
- Pour le compte de résultat, le cours moyen de l'exercice a été retenu.

Les différences de change en résultant sont comptabilisées dans le poste réserves de change (fonds propres), sans impact sur le compte de résultat.

Les taux de change utilisés pour la conversion en francs suisses des principales monnaies étrangères sont les suivants :

	2025		2024	
	Clôture	Moyen	Clôture	Moyen
USD	0.794	0.831	0.906	0.881
EUR	0.931	0.937	0.943	0.953
GBP	1.067	1.094	1.136	1.125
CAD	0.579	0.594	0.630	0.643

Liquidités, créances sur les banques.

Ces montants figurent au bilan à la valeur nominale ou à leur valeur d'acquisition, déduction faite des corrections de individuelles pour créances compromises. À la date de la présente clôture, les créances sur les banques ne comportent aucun risque particulier de perte.

Créances sur la clientèle et engagements conditionnels.

Les créances sur la clientèle sont portées au bilan à leur valeur nominale, déduction faite des corrections de valeur nécessaires.

Les créances douteuses sur la clientèle font l'objet d'une évaluation individuelle et le cas échéant d'une correction de valeur individuelle, qui est portée directement en déduction de cette rubrique, et qui équivaut à la partie de la créance qui n'est pas couverte par des sûretés, et ce dès l'instant où il apparaît que cette créance est compromise.

Opérations de négoce.

Les opérations de négoce sont évaluées et portées au bilan aux cours du marché à la date du bilan. Les gains et pertes de cours sont comptabilisés dans le résultat des opérations de négoce.

Immobilisations financières.

L'évaluation et l'enregistrement au bilan des titres de créance destinés à être conservés jusqu'à l'échéance sont effectués à la valeur d'acquisition compte tenu de la délimitation de l'agio ou du disagio (composantes du taux) sur la durée (« accrual method »).

Lorsque des immobilisations financières destinées à être conservées jusqu'à l'échéance sont aliénées avant l'échéance ou remboursées par anticipation, les bénéfices et pertes réalisés correspondant à la composante du taux ne sont pas immédiatement portés en

compte de résultat mais sont délimités sur la durée d'échéance résiduelle de l'opération.

Chaque position est évaluée de manière individuelle, les titres de créance qui ne sont pas destinés à être conservés jusqu'à l'échéance sont évalués en appliquant le principe de la valeur la plus basse entre la valeur d'acquisition et la valeur du marché, conformément aux prescriptions comptables pour les banques.

Les modifications de valeur en lien avec le risque de défaillance sont enregistrées dans «Variations des corrections de valeur pour risques de défaillance et pertes liées aux opérations d'intérêts».

Comptes de régularisation.

Ces postes sont évalués selon les mêmes principes que ceux valables pour les créances, respectivement les engagements; ils sont délimités dans le temps.

Autres actifs, Autres passifs.

Ces postes sont évalués selon les mêmes principes que ceux valables pour les créances, respectivement les engagements.

Participations non consolidées.

Les participations financières figurent au bilan à leur valeur d'acquisition déduction faite des amortissements individuels dictés par les circonstances. Le Groupe examine à chaque date du bilan si la valeur des participations est dépréciée. Cet examen est effectué individuellement sur la base de signes donnant à penser que certains actifs pourraient avoir subi des pertes de valeur. S'il observe de tels signes, le Groupe détermine la valeur réalisable de chaque actif. Le Groupe n'exerce pas d'influence significative sur des participations non consolidées matérielles.

Immobilisations corporelles.

Les immobilisations corporelles, comprenant les

immeubles, les travaux d'aménagement et le mobilier, sont évaluées individuellement, portées au bilan à la valeur d'acquisition et amorties selon la méthode linéaire sur leur durée d'utilisation économique moyenne estimée.

Le système informatique bancaire ainsi que les autres applicatifs informatiques sont capitalisés sur la base des coûts encourus pour les acquérir, les développer et les mettre en service. Les dépenses engagées dans la phase exploratoire et de planification ne sont pas capitalisées, mais enregistrées en charge. Ces frais sont amortis sur la base de la durée de vie utile prévue, à partir de la date de mise en service.

Une revue périodique est effectuée pour identifier d'éventuelles diminutions significatives de valeur ou un changement de la durée d'utilisation, et les amortissements exceptionnels nécessaires sont alors reconnus, repris, ou le cas échéant la durée résiduelle d'amortissement modifiée.

Les durées d'amortissement appliquées sont les suivantes, sans changement par rapport à l'exercice précédent :

Immeubles	50 ans
Travaux d'aménagement	7 ans
Mobilier	7 ans
Système informatique bancaire.....	15 ans
Autres applicatifs informatiques.....	3 à 10 ans
Autres immobilisations corporelles....	3 à 10 ans

Opérations de financement de titres.

Des opérations de prise/mise en pension de titres dans le cadre de la gestion de la trésorerie sont effectuées («repo» et «reverse repo»).

Les échanges de liquidités ainsi que les intérêts courus sont enregistrés au bilan à la valeur nominale. Une écriture au bilan a uniquement lieu pour les titres dont la partie cédante transfère également économiquement le pouvoir

de décision. Lors d'opérations de prêt, respectivement d'emprunt, de titres, les transactions dans lesquelles le Groupe agit en qualité de principal sont portées au bilan.

Au 31 décembre 2025, la valeur comptable des créances découlant de la mise en gage de liquidités lors de l'emprunt de titres ou lors de la conclusion d'une prise en pension est de CHF 450 millions (CHF 170 millions au 31 décembre 2024) tandis que la juste valeur des titres reçus en qualité de garantie est de CHF 450.2 millions (CHF 171.5 millions au 31 décembre 2024).

Valeurs de remplacement d'instruments financiers dérivés.

Des valeurs de remplacement des instruments financiers dérivés sont calculées et comptabilisées, pendant la durée résiduelle des contrats, pour prendre en compte le coût ou le gain qui résulterait d'une éventuelle défaillance de la contrepartie. Sont comptabilisées au bilan dans cette rubrique les valeurs de remplacement positives (à l'actif) et négatives (au passif) de l'ensemble des instruments financiers dérivés ouverts à la date du bilan résultant d'opérations pour compte propre et pour le compte de Clients, et ce indépendamment du traitement par le compte de résultat.

Provisions.

Une provision est reconnue dès lors qu'il existe un engagement probable, fondé sur un événement passé, dont le montant et/ou l'échéance sont incertains mais estimables de manière fiable.

Les opérations d'intérêts ne représentant pas plus du tiers des revenus du Groupe, au sens de

l'art. 25 al. 1 let. c OEPC-FINMA, aucune correction de valeur pour risques de défaillance des créances non compromises n'a été constituée. Cette approche est par ailleurs soutenue par les mesures organisationnelles sur les crédits et par le dispositif de gestion des risques de crédits en place, et décrit ci-dessous.

Réserves pour risques bancaires généraux.

Les réserves pour risques bancaires généraux font partie des fonds propres. Au 31 décembre 2025, de même qu'au 31 décembre 2024, elles n'ont pas supporté l'impôt ou été déduites du résultat.

Comptes de capital.

Les comptes de capital du Groupe Mirabaud comprennent les apports des Associés indéfiniment responsables et des Associés commanditaires dans Mirabaud Partners & Cie.

Impôts.

Le poste impôts du compte de résultat consolidé correspond aux impôts courants sur le bénéfice et le capital des sociétés du Groupe ainsi qu'aux impôts différés résultant des différences temporaires entre les comptes sociaux et les comptes consolidés.

Les impôts différés passifs sont présentés sous corrections de valeurs et provisions. Les impôts différés sont déterminés sur la base des taux d'impôt attendus.

Instruments financiers dérivés.

Les principes d'évaluation appliqués par le Groupe sur les instruments financiers dérivés pour le compte des Clients et retournés sur le marché sont les suivants:

- Les résultats de change réalisés et non réalisés provenant des opérations de négoce

sont comptabilisés dans la rubrique résultat des opérations de négoce.

- Les valeurs de remplacement présentées séparément au bilan correspondent à la valeur de marché des instruments financiers dérivés résultant d'opérations pour le compte de Clients et pour compte propre, ouvertes à la date du bilan. Elles sont présentées brutes.
- Les opérations sur options sont évaluées au prix du marché à la date du bilan, de même que les opérations à terme sur devises.

Les instruments financiers dérivés sont évalués sur la base des prix observables (sur les marchés). Le Groupe ne requiert pas l'utilisation de modèles d'évaluation pour les instruments financiers dérivés. Le Groupe n'utilise pas l'option de comptabilisation comme opérations de couverture.

GESTION DES RISQUES

L'aversion au risque et la prudence sont des fondements de l'approche globale du Groupe Mirabaud, comme en témoignent son plan d'entreprise ainsi que ses différents règlements et directives internes. Le Groupe a fixé des principes de gestion des risques et suit une politique prudente en la matière, adaptée à la nature de son activité essentiellement orientée vers la gestion de patrimoine. Cette politique se concrétise par l'absence de trading pour compte propre à titre spéculatif et par l'instauration d'un système de limites dans le cadre de la gestion des risques.

Structurellement, le Groupe n'est pas exposé à des risques de taux importants, il ne possède pas de position significative soumise à d'autres risques de marché ou de pays, et les risques de crédits, de par le choix des contreparties et les garanties fournies par la clientèle, sont limités autant que possible et surveillés en permanence. Un reporting sur les risques encourus au niveau du Groupe est effectué de manière régulière; il propose aux organes en charge de la surveillance consolidée des mesures de manière régulière dans le but de protéger les intérêts du Groupe et de ses Clients.

Risque de crédit.

Les crédits consentis à la clientèle privée par les entités du Groupe sont généralement couverts par des actifs dûment nantis (crédits lombards). La valeur de nantissement des portefeuilles nantis se base sur des processus semi-automatisés au terme desquels les taux de nantissement sont définis par classes d'actifs en tenant compte notamment de la liquidité, de la qualité du débiteur, du pays du risque ainsi que de la diversification des investissements. Les valeurs de nantissement des avoirs détenus par la clientèle sont réévaluées quotidiennement.

Les crédits font l'objet d'une surveillance quotidienne. Il n'entre pas dans la politique du Groupe d'octroyer des crédits commerciaux ou hypothécaires.

Les risques de crédit envers les institutions financières ne sont contractés que vis-à-vis de contreparties préalablement sélectionnées conformément à notre politique interne. Une revue régulière de la qualité de ces contreparties et des limites mises en place est effec-

tuée sur la base d'un système de notation interne reposant sur des critères quantitatifs et qualitatifs. Le respect des limites fait l'objet d'un contrôle quotidien.

Le Groupe s'appuie sur un département de contrôle des risques qui surveille de manière quotidienne les risques de défaillance des débiteurs et des contreparties, ainsi que l'évaluation des couvertures. Des corrections de valeur pour le risque de défaillance sont décidées le cas échéant dès que la Banque estime que la récupération est peu probable, mais au plus tard 90 jours depuis la date d'échéance.

Risque de marché, risque-pays, risque de change.

La politique du Groupe est de ne pas prendre de position sur instruments financiers et marchandises à des fins de négoce. L'exposition de change au bilan est surveillée par le service Trading et Trésorerie et par le service Contrôle des risques afin de respecter les limites internes individuelles par devises et métaux et cumulées par groupe de devises et métaux. Le Groupe veille également à limiter de manière très stricte les positions sises dans les pays à risque. Le Contrôle des risques s'assure du respect des limites pays.

Gestion du risque de liquidité.

La gestion du risque de liquidité a pour objectif de garantir la capacité du Groupe à faire face à ses engagements en tout temps et de manière continue.

Pour la gestion de ses liquidités, le Groupe vise à minimiser les risques de crédit en privilégiant les Banques centrales et le risque de marché en investissant dans des obligations gouvernementales de première qualité.

Le Comité ALM (Asset and Liability Management) apprécie l'analyse du risque de liquidité (identification et évaluation) sous l'angle du Groupe, fournit des propositions sur la tolérance au risque (valeurs et ratios limites), les scénarios de crise et le plan d'urgence et, sur la base de ses activités de surveillance, vérifie le respect des valeurs et ratios limites et leur évolution en proposant, si besoin, des mesures correctives pour rétablir un profil de risque adéquat. Il informe le Comité exécutif en cas de dépassement des seuils fixés.

Risque de non conformité.

Une attention particulière est donnée à la mise en œuvre diligente des exigences réglementaires, notamment celles concernant la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme (surveillance des relations d'affaires, surveillance des transactions, communication des soupçons de blanchiment) ainsi qu'au respect de l'application des sanctions économiques.

En outre, les responsables Risk et Compliance du Groupe contrôlent le respect des dispositions légales et réglementaires en vigueur ainsi que les devoirs de diligence propres aux intermédiaires financiers, notamment en matière d'activités de service transfrontières (crossborder) et de règles de conduite.

Risque de taux.

Structurellement, le Groupe n'est pas exposé à des risques de taux importants. Le Contrôle des risques calcule régulièrement les indicateurs de risque de taux et s'assure du respect des limites réglementaires et internes.

Risque opérationnel.

Les risques opérationnels se réfèrent à des

pertes financières résultant de l'inadéquation ou de la défaillance de processus ou de systèmes internes, d'actions inappropriées de personnes ou d'erreurs qu'elles ont commises ou encore d'événements externes susceptibles de perturber le bon fonctionnement des activités du Groupe. Sont inclus notamment les risques TIC, les cyberrisques, les risques des données critiques, les risques découlant de la conception et de la mise en oeuvre du Business Continuity Management (BCM) et, le cas échéant, les risques liés aux activités de service transfrontières. Le Conseil d'administration approuve une fois par année la tolérance aux risques opérationnels en fonction de la politique des risques et approuve régulièrement les stratégies de gestion des TIC, des cyberrisques, des données critiques et du BCM, et surveille leur respect.

Résilience opérationnelle.

La résilience opérationnelle désigne la capacité de l'établissement à pouvoir rétablir ses fonctions critiques en cas d'interruptions dans les limites de la tolérance aux interruptions, c.-à-d. la capacité de l'établissement à identifier les menaces et les défaillances éventuelles, à s'en protéger et à y réagir, à rétablir la marche ordinaire des affaires en cas d'interruptions et à en tirer des enseignements pour minimiser les conséquences sur l'exécution des fonctions critiques. Le Groupe tient compte des nouvelles exigences de la circulaire 2023/1 de la FINMA.

Les organes en charge de la surveillance consolidée sont régulièrement informés des risques opérationnels par les entités du Groupe, entre autres via un système de reporting basé sur des indicateurs-clés et les incidents opérationnels. Des mesures correctives sont entreprises le cas échéant.

POLITIQUE D'AFFAIRES EN MATIÈRE D'INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS ET DE COMPTABILITÉ DE COUVERTURE

Les instruments financiers dérivés sont principalement utilisés dans le cadre d'opérations effectuées pour le compte de la clientèle. Le Groupe se retourne par la conclusion d'opérations équivalentes sur les marchés financiers.

Le Groupe utilise lorsqu'il le juge opportun des instruments financiers dérivés dans le but de couvrir son exposition au risque devises sur ses revenus, dont une partie importante dépend de sous-jacents libellés en devises, en particulier en USD et en EUR.

Le résultat est reconnu par le biais de la rubrique du compte de profits et pertes objet de la couverture prorata temporis jusqu'à l'échéance de l'opération. Les valeurs de remplacements positives ou négatives sont comptabilisées au bilan.

Toutefois, le Groupe n'utilise pas l'option de comptabilisation comme opérations de couverture.



INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN

COUVERTURES DES CRÉANCES ET DES OPÉRATIONS HORS BILAN AINSI QUE DES CRÉANCES COMPROMISES

CHF

	Nature des couvertures			
	Couvertures hypothécaires	Autres couvertures	Sans couverture	Total
Prêts (avant compensation avec les corrections de valeur)				
Créances sur la clientèle *	–	616 823 248	9 829 744	626 652 992
Créances hypothécaires	–	–	–	–
Total des prêts (avant compensation avec les corrections de valeur)				
2025	–	616 823 248	9 829 744	626 652 992
2024	–	502 513 076	11 660 071	514 173 147
Total des prêts (après compensation avec les corrections de valeur)				
2025	–	616 823 248	5 177 305	622 000 553
2024	–	502 513 076	7 498 522	510 011 598
Hors bilan				
Engagements conditionnels	–	114 691 485	–	114 691 485
Engagements irrévocables	–	–	3 010 561	3 010 561
Engagements de libérer et d'effectuer des versements supplémentaires	–	14 225 293	–	14 225 293
Crédits par engagement	–	–	–	–
Total du hors bilan				
2025	–	128 916 778	3 010 561	131 927 339
2024	–	150 148 557	3 953 643	154 102 200
Créances compromises				
2025	4 817 500	-165 061	4 652 439	4 652 439
2024	4 667 226	-505 677	4 161 549	4 161 549

* Les créances sur la clientèle sans couverture comprennent essentiellement des expositions envers SIS SIS AG, de même que les créances compromises.

INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS (ACTIFS ET PASSIFS)

CHF

	Instruments de négoce		
	Valeurs de remplacement positives	Valeurs de remplacement négatives	Volume des contrats
Devises / Métaux Précieux			
Contrats à terme	6 346 000	5 099 000	1 554 078 000
Swaps combinée d'intérêt et de devises	1 960 000	133 000	469 237 000
Futures	–	–	–
Options (OTC)	136 000	136 000	24 671 000
Options (exchange traded)	–	–	–
Total avant prise en compte des contrats de netting			
2025	8 442 000	5 368 000	2 047 986 000
2024	21 751 627	21 465 149	2 271 947 000

INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS (SUITE)

CHF

	Valeurs de remplacement positives (cumulées)	Valeurs de remplacement négatives (cumulées)
Total après prise en compte des contrats de netting		
2025	7 154 917	4 360 736
2024	15 669 000	10 260 000

Répartition selon les contreparties

	Instances centrales de clearing	Banques et négociants en valeurs mobilières	Autres clients
Valeurs de remplacement positives (après prise en compte des contrats de netting)	–	6 716 711	438 206

IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

CHF

	Valeur comptable		Juste valeur	
	2025	2024	2025	2024
Titres de créance	336 935 284	227 560 210	340 073 011	230 494 191
- dont destinés à être conservés jusqu'à l'échéance	91 819 727	69 526 747	93 725 058	71 222 074
- dont non destinés à être conservés jusqu'à l'échéance (disponibles à la revente)	245 115 557	158 033 464	246 347 953	159 272 117
Titres de participation	6 988 447	7 037 517	8 084 684	7 866 504
- dont participations qualifiées	—	—	—	—
Métaux précieux	120 100 908	140 215 332	120 100 908	140 215 332
Total	464 024 639	374 813 059	468 258 603	378 576 027
- dont titres admis en pension selon les prescriptions en matière de liquidités	77 964 359	83 582 141		

Répartition des contreparties selon la notation

	AAA à AA-	A+ à A-	BBB+ à BBB-	BB+ à B-	Inférieur à B-	Sans notation	Total
Titres de créances							
Valeurs comptables 2025	336 935 284	—	—	—	—	—	336 935 284
Valeurs comptables 2024	227 560 211	—	—	—	—	—	227 560 211

Les notations présentées ci-dessus sont celles de l'agence S&P.
Le Groupe utilise aussi son propre système de notation.

PARTICIPATIONS NON CONSOLIDÉES

CHF

				Année de référence				
	Valeur d'acquisition	Amortissements cumulés	Valeur comptable au 31.12.2024	Changements d'affectation	Investissements	Désinvestissements	Amortissements	Valeur comptable au 31.12.2025
Autres participations								
Avec valeur boursière	-	-	-	-	-	-	-	-
Sans valeur boursière	1 732 225	-223 007	1 509 218	-	-	-1 446	-890 000	617 772
Total des participations	1 732 225	-223 007	1 509 218	-	-	-1 446	-890 000	617 772

ENTREPRISES DANS LESQUELLES LE GROUPE DÉTIENT UNE PARTICIPATION PERMANENTE SIGNIFICATIVE, DIRECTE OU INDIRECTE

Participations consolidées selon la méthode de l'intégration globale

Raison sociale et siège	Activité		capital social (en milliers)	Part au capital (en %)	Part aux voix (en %)	Détention directe (en %)	Détention indirecte (en %)
Mirabaud Partners & Cie, Genève	Holding	CHF	169 444	100%	100%	100%	0%
Mirabaud SCA, Genève	Holding	CHF	30 000	100%	100%	100%	0%
Mirabaud & Cie SA, Genève	Banque	CHF	30 000	100%	100%	100%	0%
Mirabaud & Cie (Europe) SA, Luxembourg	Banque	EUR	46 682	100%	100%	100%	0%
Mirabaud & Cie (Europe) SA, Paris	succursale de Mirabaud & Cie (Europe) SA, Luxembourg						
Mirabaud & Cie (Europe) SA, Madrid	succursale de Mirabaud & Cie (Europe) SA, Luxembourg						
Mirabaud & Cie (Europe) SA, Londres	succursale de Mirabaud & Cie (Europe) SA, Luxembourg						
Mirabaud Canada Inc., Montréal	Courtier en valeurs mobilières	CAD	5 750	100%	100%	100%	0%
Mirabaud (Middle East) Ltd, Dubaï	Banque	USD	15 000	100%	100%	100%	0%
Mirabaud International Advisory (Uruguay) SA, Montevideo	Société Financière	USD	1 109	100%	100%	100%	0%
Mirabaud (Brasil) Representações Ltda, São Paulo	Société Financière	BRL	8 016	100%	100%	100%	0%
Mirabaud Consultoria de Investimentos Ltda, São Paulo	Société Financière	BRL	21 334	100%	100%	100%	0%
Mirabaud (Abu Dhabi) Ltd, Abu Dhabi	Société Financière	USD	4 700	80%	80%	80%	0%
Mirabaud Asset Management (Europe) SA, Luxembourg	Direction de fonds	EUR	500	100%	100%	100%	0%
Mirabaud Asset Management (Europe) SA, Succursale Italy	succursale de Mirabaud Asset Management (Europe) SA, Luxembourg						
Mirabaud Asset Management (Europe) SA, Succursale Spain	succursale de Mirabaud Asset Management (Europe) SA, Luxembourg						
Mirabaud Asset Management (France) SAS, Paris	Société de gestion et de Direction de fonds	EUR	2 000	100%	100%	100%	0%
Mirabaud Asset Management (Suisse) SA, Genève	Société de gestion et de Direction de fonds	CHF	5 000	100%	100%	100%	0%
Mirabaud Asset Management Limited, Londres	Société de gestion	GBP	15 350	100%	100%	100%	0%
Mirabaud Private Assets GP-SCSp, Luxembourg	Société Financière	EUR	101	100%	100%	100%	0%
Mirabaud Private Capital GP-SCSp, Luxembourg	Société Financière	EUR	101	100%	100%	100%	0%
Mirabaud Advisors (Suisse) SA, Zurich, en liquidation	Société Financière	CHF	1 000	100%	100%	100%	0%
Mirabaud Advisors (France) SA, Paris	Société Financière	EUR	1 000	100%	100%	100%	0%
Mirabaud Capital SA, Genève, en liquidation	Société Financière	CHF	4 989	100%	100%	100%	0%
Mirabaud RE General Partner Sàrl	Société de Services	EUR	13	100%	100%	100%	0%

Participations non consolidées avec contrôle

Raison sociale et siège	Activité		capital social (en milliers)	Part au capital (en %)	Part aux voix (en %)	Detention directe (en %)	Detention indirecte (en %)
Galba Anstalt, Liechtenstein	Société de Services	CHF	30	100%	100%	100%	0%
MPA General Partners SARL, Luxembourg	Société Financière	EUR	50	100%	100%	100%	0%
MPC General Partners SARL, Luxembourg	Société Financière	EUR	33	67%	67%	67%	0%
Mirabaud RE District 237 General Partner SARL, Luxembourg	Société de Services	EUR	12	100%	100%	100%	0%
Mirabaud RE Katy Logistic General Partner SARL, Luxembourg	Société de Services	EUR	12	100%	100%	100%	0%
Blue Square General Partners SARL	Société de Services	EUR	12	50%	50%	50%	0%
Mirabaud Club Deal General Partners SARL, Luxembourg	Société de Services	EUR	12	100%	100%	100%	0%
IMPACT VC General Partner, Luxembourg	Société de Services	EUR	6	50%	50%	50%	0%
MPA Real Estate	Société de Services	EUR	30	100%	100%	100%	0%

Participations non consolidées sans contrôle

Raison sociale et siège	Activité		capital social (en milliers)	Part au capital (en %)	Part aux voix (en %)	Detention directe (en %)	Detention indirecte (en %)
Haussman General Partners Sàrl, Luxembourg	Société Financière	EUR	1 000	32%	32%	32%	0%
SIX Group AG, Zürich	Société de Services	CHF	19 522	1%	1%	1%	0%
PeaceInvest SA, Genève	Société de Services	USD	6 000	4%	4%	4%	0%
SAS Belleville, Veules les Roses	Société de Services	EUR	7.5	33%	33%	33%	0%
SAS Praslin, Neuilly sur Seine	Société de Services	EUR	7.5	33%	33%	33%	0%

Les entités ci-dessus n'ont pas été consolidées eu égard à leur caractère non significatif, à leur activité non stratégique pour le Groupe ou en raison de l'absence de contrôle (capital ou voix). Aucune participation non consolidée contrôlée par le Groupe Mirabaud n'a un bilan représentant plus de 0.05% du bilan consolidé ni un bénéfice représentant plus de 0.5% du bénéfice consolidé.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

CHF

	Valeur d'acquisition	Amortissements cumulés	Valeur comptable au 31.12.2024	Année de référence			
				Investissements	Désinvestissements	Amortissements	Valeur comptable au 31.12.2025
Immeubles à l'usage du Groupe	90 407 673	-10 834 664	79 573 009	–	–	-849 816	78 723 193
Autres immeubles	9 333 458	–	9 333 458	–	–	-186 669	9 146 789
Autres immobilisations corporelles	206 836 788	-106 063 768	100 773 020	36 939 507	-478 515	-6 031 172	131 202 840
Objets en leasing financier	–	–	–	–	–	–	–
Total des immobilisations corporelles	306 577 919	-116 898 432	189 679 487	36 939 507	-478 515	-7 067 657	219 072 822

Engagements résultant de leasing d'exploitation au 31.12.2025

–

- dont avec échéance inférieure à un an

–

Engagements résultant de leasing d'exploitation au 31.12.2024

–

- dont avec échéance inférieure à un an

–

AUTRES ACTIFS ET AUTRES PASSIFS

CHF

	Autres actifs		Autres passifs	
	2025	2024	2025	2024
Compte de compensation	-	-	1 663 563	1 089 914
Impôts latents actifs sur le revenu	-	-	-	-
Autres	27 469 493	11 875 678	13 570 690	10 985 237
Total	27 469 493	11 875 678	15 234 253	12 075 151

ACTIFS MIS EN GAGE OU CÉDÉS EN GARANTIE DE PROPRES ENGAGEMENTS AINSI QUE DES ACTIFS QUI FONT L'OBJET D'UNE RÉSERVE DE PROPRIÉTÉ

CHF

	Valeurs comptables	Engagements effectifs
<i>Actifs nantis / cédés</i>		
Immobilisations financières	67 446 212	25 944 812
Créances envers les banques	24 770 319	27 183 368
Total	92 216 531	53 128 180
<i>Actifs sous réserve de propriété</i>		
Autres	-	-
Total	-	-

SITUATION ÉCONOMIQUE DES PROPRES INSTITUTIONS DE PRÉVOYANCE

Le plan de prévoyance du Groupe est celui de Mirabaud & Cie SA et des filiales suisses du Groupe, qui est un plan de prévoyance avec primauté des cotisations. Tous les salariés dont l'engagement dépasse trois mois, les Associés de Mirabaud SCA, ainsi que les collaborateurs de la Banque désignés expressément y sont affiliés. La cotisation à l'institution de prévoyance, la Fondation de prévoyance LPP Mirabaud, se compose d'une cotisation-épargne et d'une cotisation-risque, les contributions de l'employeur sont enregistrées comme charges courantes de l'exercice.

En outre, les collaborateurs et cadres, pour la part du salaire assuré dépassant CHF 175'000 (CHF 150'000 jusqu'au 31 décembre 2024), bénéficient d'une gestion individualisée de leur prévoyance. Ces cotisations sont versées dans la Fondation pour Cadres et Dirigeants d'Entreprise.

Les entités du Groupe domiciliées à l'étranger bénéficient de plans de prévoyance basés sur le principe de la primauté des cotisations.

A la date de l'établissement du bilan, les engagements envers les institutions de prévoyance de la Banque s'élèvent à CHF 7.7 millions au 31.12.2025, respectivement CHF 3.3 millions au 31.12.2024. Ces engagements sont constitués des dépôts en compte courant des institutions de prévoyance auprès de Mirabaud & Cie SA. Il n'existe pas d'autres actifs (bénéfice économique) ou passifs (obligation économique). La Fondation de prévoyance LPP Mirabaud affichait au 31.12.2025 une couverture de 110%, respectivement au 31.12.2024 une couverture de 107.2%. La Fondation pour Cadres et Dirigeants d'Entreprise affichait au 31.12.2025 une couverture de 100%, de même qu'au 31.12.2024.

Au 31.12.2025, la Fondation de prévoyance LPP Mirabaud dispose d'une réserve de contribution de l'employeur sans renonciation pour un montant de CHF 4.3 millions, au même niveau qu'au 31.12.2024. Une dotation, entièrement utilisée de CHF 6.0 millions a été effectuée en 2025, respectivement CHF 5.6 millions en 2024.

Présentation de l'avantage / engagement économique et des charges de prévoyance

CHF

	Excédent de couverture au 31.12.2024		Part économique du groupe financier	Modification de la part économique par rapport à 2024 (avantage / engagement économique)	Contributions payées pour 2025		Charges de prévoyance dans les charges de personnel
		2025	2024			2025	2024
Fonds patronaux / Institutions de prévoyance patronales	-	-	-	-	-	-	-
Plans de prévoyance sans excédent ni insuffisance	-	-	-	-	901 787	901 787	724 148
Plans de prévoyance avec excédent	-	-	-	-	533 908	533 908	904 200
Plans de prévoyance avec insuffisance	-	-	-	-	-	-	-
Institutions de prévoyance sans actifs propres	-	-	-	-	-	-	-

CORRECTIONS DE VALEURS, PROVISIONS ET RÉSERVES POUR RISQUES BANCAIRES GÉNÉRAUX

CHF

	Etat au 31.12.2024	Utilisations conformes à leur but	Reclassifications	Différences de change	Intérêts en souffrance, recouvrements	Nouvelles constitutions à la charge du compte de résultat	Dissolutions par le compte de résultat	Etat au 31.12.2025
Provisions pour impôts latents	2 216 360	-	-	-3 512	-	-	-	2 212 848
Provisions pour engagements de prévoyance	-	-	-	-	-	-	-	-
Provisions pour autres risques d'exploitation	5 600 350	-1 282 030	-	-6 960	-	60 000	-1 767 970	2 603 390
Provisions de restructurations	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres provisions	-	-	-	-	-	-	-	-
Total des provisions	7 816 710	-1 282 030	-	-10 472	-	60 000	-1 767 970	4 816 238
Corrections de valeur pour risques de défaillance, risques pays et risques latents	4 161 549	-	-	-226 357	-	737 526	-20 279	4 652 439
- dont corrections de valeur pour les risques de défaillance des créances compromises	4 161 549	-	-	-226 357	-	737 526	-20 279	4 652 439

Les réserves pour risques bancaires généraux n'ont pas été imposées.

Les Provisions pour autres risques d'exploitation concernent notamment les risques d'exécution inhérents à l'activité de la Banque. Ces provisions peuvent être utilisées pour couvrir la réalisation de certains risques.

PLANS DE PARTICIPATION DES COLLABORATEURS

Conformément aux exigences réglementaires et aux pratiques du marché, le Groupe a mis en place une Politique de Rémunération comprenant un Plan de rémunération différée qui consiste à différer dans le temps le paiement d'une partie de la rémunération variable.

Au titre de l'exercice 2025, un montant de CHF 2.6 millions de bonus différés a été comptabilisé dans les charges de personnel dans le cadre de ce plan (respectivement CHF 2.7 millions au titre de l'exercice 2024).

La ligne métier Mirabaud Asset Management dispose d'un plan d'interressement de certains collaborateurs, qui reçoivent une partie de leur bonus de manière différée sur une période de un à trois ans. Une charge de CHF 0.6 million s'y rattachant a été comptabilisée dans les charges de personnel, au titre de l'exercice 2025 (CHF 0.6 million pour 2024).

CRÉANCES ET ENGAGEMENTS ENVERS LES PARTIES LIÉES

CHF

	Créances		Engagements	
	2025	2024	2025	2024
Participants qualifiés	-	-	39 131 694	29 865 612
Sociétés liées	-	-	-	-
Affaires d'organes	-	-	-	-
Autres parties liées	-	-	-	-
Total	-	-	39 131 694	29 865 612

Les conditions de taux d'intérêt appliquées aux créances et engagements envers les parties liées sont conformes aux pratiques de marché.

STRUCTURE DES ÉCHÉANCES DES INSTRUMENTS FINANCIERS

En milliers de CHF

	A vue	Dénouçable	Echu					Total
			D'ici 3 mois	Entre 3 et 12 mois	Entre 1 et 5 ans	Après 5 ans	Immobilisé	
Actifs / Instruments financiers								
Liquidités	125 299	–	191 807	–	–	–	–	317 106
Créances sur les banques	40 712	–	22 626	206	–	–	–	63 544
Créances résultant d'opérations de financement de titres	–	–	450 000	–	–	–	–	450 000
Créances sur la clientèle	56 719	1 846	556 759	6 676	–	–	–	622 000
Valeurs de remplacement positives d'instruments financiers dérivés	8 442	–	–	–	–	–	–	8 442
Immobilisations financières	127 097	–	260 421	29 656	46 851	–	–	464 025
Total des actifs / Instruments financiers								
2025	358 269	1 846	1 481 613	36 538	46 851	–	–	1 925 117
2024	677 695	–	971 187	65 198	–	–	–	1 714 080

Fonds étrangers / instruments financiers

Engagements envers les banques	28 467	–	–	–	–	–	–	28 467
Engagements résultant de dépôts de la clientèle	1 741 679	–	98 305	–	–	–	–	1 839 984
Valeurs de remplacement négatives d'instruments financiers dérivés	5 368	–	–	–	–	–	–	5 368
Total des fonds étrangers								
2025	1 775 514	–	98 305	–	–	–	–	1 873 819
2024	1 498 123	–	101 998	5 238	–	–	–	1 605 359

RÉPARTITION DES ACTIFS ET PASSIFS ENTRE LA SUISSE ET L'ÉTRANGER

En milliers de CHF

	2025		2024	
	Suisse	Etranger	Suisse	Etranger
Actifs				
Liquidités	120 243	196 863	285 297	173 598
Créances sur les banques	15 523	48 020	122 244	56 365
Créances résultant d'opérations de financement de titres	450 000	–	170 000	–
Créances sur la clientèle	213 665	408 336	102 338	407 674
Créances hypothécaires	–	–	–	–
Opérations de négoce	–	–	–	–
Valeurs de remplacement positives d'instruments financiers dérivés	3 744	4 698	9 472	11 670
Immobilisations financières	136 877	327 148	184 355	190 458
Comptes de régularisation	23 002	8 911	15 836	13 899
Participations non consolidées	65	553	956	553
Immobilisations corporelles	203 905	15 168	173 533	16 146
Valeurs immatérielles	–	–	–	–
Autres actifs	15 182	12 287	982	10 894
Total des actifs	1 182 206	1 021 984	1 065 013	881 256

RÉPARTITION DES ACTIFS ET PASSIFS ENTRE LA SUISSE ET L'ÉTRANGER

En milliers de CHF

	2025		2024	
	Suisse	Etranger	Suisse	Etranger
Passifs				
Engagements envers les banques	16 915	11 552	30 407	9 930
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	484 676	1 355 308	389 243	1 158 847
Valeurs de remplacement négatives d'instruments financiers dérivés	2 683	2 685	8 283	8 038
Comptes de régularisation	44 560	19 661	39 881	32 085
Autres passifs	6 674	8 560	6 724	5 351
Provisions	6 298	-1 482	6 594	1 223
Réserve pour risques bancaires généraux	54 820	–	51 820	–
Capital social	156 700	–	164 095	–
Réserve issue du bénéfice	47 216	-20 068	72 026	-45 666
Réserve de change	-15 162	–	-13 140	–
Bénéfice consolidé	21 679	912	22 003	-1 475
Total des passifs	827 059	1 377 131	777 936	1 168 333

RÉPARTITION DU TOTAL DES ACTIFS PAR PAYS OU PAR GROUPES DE PAYS (PRINCIPE DU DOMICILE)

En milliers de CHF

	2025		2024	
	Valeur absolue	Part en %	Valeur absolue	Part en %
Actifs				
Europe				
Suisse	1 182 206	53.7%	935 330	48.1%
Autres pays européens	611 624	27.7%	696 864	35.8%
Amérique du Nord	215 279	9.8%	216 430	11.1%
Amérique du Sud	18 628	0.8%	12 940	0.7%
Asie / Océanie	172 823	7.8%	81 666	4.2%
Afrique	3 630	0.2%	3 039	0.2%
Total des actifs	2 204 190	100.0%	1 946 269	100.0%

RÉPARTITION DU TOTAL DES ACTIFS À L'ÉTRANGER SELON LA SOLVABILITÉ DES GROUPES DE PAYS (DOMICILE DU RISQUE)

	S&P	Notation interne *	Expositions nettes à l'étranger / fin de l'année de référence		Expositions nettes à l'étranger / fin de l'année précédente	
			Milliers de CHF	Part en %	Milliers de CHF	Part en %
Notation de pays interne au Groupe						
Prime	AAA	1	593 486	97.5%	496 700	98.0%
High Grade	AA+ - AA-	2	–	0.0%	–	0.0%
Upper Medium Grade	A+ - A	3	7 495	1.2%	5 869	80.0%
Lower Medium Grade	BBB+ - BBB-	4	3 425	0.6%	384	0.1%
Non Investment Grade Speculative	BB+ - BB-	5	3 384	0.6%	3 205	90.0%
Highly Speculative	B+ - B-	6	1 071	0.2%	411	0.1%
Substantial Risks / In Default	CCC+ - D	7	–	0.0%	2	0.0%
Total			608 861	100.0%	506 571	100.0%

* Le Groupe utilise son propre système de notation interne en matière de risques souverains dont la correspondance avec les ratings de l'agence S&P sont publiés ci-dessus.

ACTIFS RÉPARTIS SELON LES MONNAIES LES PLUS IMPORTANTES POUR LE GROUPE

En milliers de CHF

	Monnaies converties en CHF				Total
	CHF	USD	EUR	Autres devises	
Liquidités	119 119	66	197 803	118	317 106
Créances sur les banques	10 641	9 963	31 004	11 935	63 543
Créances résultant d'opérations de financement de titres	450 000	–	–	–	450 000
Créances sur la clientèle	190 718	63 022	342 225	26 036	622 001
Créances hypothécaires	–	–	–	–	–
Opérations de négoce	–	–	–	–	–
Valeurs de remplacement positives d'instruments financiers dérivés	8 442	–	–	–	8 442
Immobilisations financières	20 169	229 595	91 589	122 672	464 025
Comptes de régularisation	19 002	5 781	6 866	264	31 913
Participations non consolidées	40	–	578	–	618
Immobilisations corporelles	214 259	2	4 049	763	219 073
Valeurs immatérielles	–	–	–	–	–
Autres actifs	13 247	3 101	9 808	1 313	27 469
Total des actifs bilancaires	1 045 637	311 530	683 922	163 101	2 204 190
Prétentions à la livraison découlant d'opérations au comptant, à terme et en options	311 145	901 989	524 444	287 668	2 025 246
Total des actifs	1 356 782	1 213 519	1 208 366	450 769	4 229 436

PASSIFS RÉPARTIS SELON LES MONNAIES LES PLUS IMPORTANTES POUR LE GROUPE

En milliers de CHF

	Monnaies converties en CHF				Total
	CHF	USD	EUR	Autres devises	
Engagements envers les banques	16 741	1 841	7 963	1 922	28 467
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	513 080	471 058	494 342	361 504	1 839 984
Engagements résultant d'opérations de négoce	–	–	–	–	–
Valeurs de remplacement négatives d'instruments financiers dérivés	5 368	–	–	–	5 368
Comptes de régularisation	44 245	3 349	10 425	6 202	64 221
Autres passifs	6 674	637	6 346	1 580	15 237
Provisions	6 298	–	-1 482	–	4 816
Réserves pour risques bancaires généraux	54 820	–	–	–	54 820
Comptes de capital	51 535	18 883	57 313	28 969	156 700
Réserves issues du bénéfice	46 684	-8 585	-6 702	-4 249	27 148
Réserves de change	-15 162	–	–	–	-15 162
Autres réserves	–	–	–	–	–
Bénéfice consolidé	21 679	4 358	-934	-2 512	22 591
Total des passifs bilantaires	751 962	491 541	567 271	393 416	2 204 190
Engagements de livraison découlant d'opérations au comptant, à terme et en options	606 125	715 454	640 674	62 993	2 025 246
Total des passifs	1 358 087	1 206 995	1 207 945	456 409	4 229 436
Position nette par devise	-1 305	6 524	421	-5 640	–

INFORMATIONS RELATIVES AUX OPÉRATIONS HORS BILAN

CRÉANCES ET ENGAGEMENTS CONDITIONNELS

CHF

	2025	2024
Engagements de couverture de crédit et similaires	114 691 485	112 769 861
Garanties de prestation de garantie et similaires	–	–
Engagements irrévocables résultant d'accréditifs documentaires	–	–
Autres engagements conditionnels	–	–
Total des engagements conditionnels	114 691 485	112 769 861

L'institution de sécurité sociale du Koweït a initié en 2019 une action civile à l'encontre de 37 parties devant la High Court of Justice de Londres, parmi lesquelles figure la banque. Cette action vise principalement un ancien dirigeant de cette institution (aujourd'hui décédé) auquel il est reproché la perception de commissions prétendument non autorisées et dont l'origine remonte à plus de 25 ans. Elle est aussi dirigée à l'encontre de plusieurs autres institutions financières et personnes physiques qui auraient également versé des commissions ou auraient participé à leur transfert. La banque conteste vigoureusement les reproches qui lui sont faits dans cette procédure qu'elle considère comme abusive. Elle a contesté le for juridique en Angleterre et a été suivie par les tribunaux anglais qui ont définitivement nié leur compétence (par jugement du 6 novembre 2020, confirmé en appel le 26 janvier 2022). Une action civile basée sur le même complexe de faits a dès lors été introduite en Suisse le 25 février 2022 et a été limitée à ce stade à la question du montant du dépôt en garantie à effectuer par la demanderesse (qui a été déterminé le 25 mars 2025) ainsi qu'à une requête en suspension au vu de la procédure en Angleterre. Le risque de sortie de trésorerie lié à cette procédure est estimé par la banque comme très faible et elle n'a donc pas constitué de provision.

OPÉRATIONS FIDUCIAIRES

CHF

	2025	2024
Placements fiduciaires auprès de sociétés tierces	2 629 143 729	1 669 213 968
Placements fiduciaires auprès de sociétés liées	–	–
Autres opérations fiduciaires	–	–
Total	2 629 143 729	1 669 213 968

AVOIRS ADMINISTRÉS

En milliers de CHF

Répartition des avoirs administrés

	2025	2024
Genre d'avoirs administrés		
Avoirs détenus par des instruments de placement collectifs sous gestion propre	5 366 021	4 960 604
Avoirs sous mandat de gestion et de conseil	12 846 689	14 121 678
Autres avoirs administrés	13 449 412	13 168 909
Total des avoirs administrés (y.c. prises en compte double)	31 662 122	32 251 191
- dont prises en compte doubles	-2 150 190	-2 123 379
Total des avoirs administrés (y.c. prises en compte doubles) initiaux		
	32 251 191	30 210 739
+/- Apports nets d'argent frais / retraits nets	-1 279 214	-1 435 320
+/- Evolution des cours, intérêts, dividendes et évolution de change	690 145	3 475 772
+/- Autres effets	-	-
Total des avoirs administrés (y.c. prises en compte doubles) finaux	31 662 122	32 251 191

Les avoirs administrés par la Banque regroupent les avoirs sous gestion et /ou dépôt, à l'exception des avoirs pour lesquels elle ne joue qu'un rôle de pur dépositaire.

Font partie des avoirs administrés tous les avoirs détenus à des fins de placement par des clients privés, des clients institutionnels et des sociétés d'investissement/fonds de placement. Ainsi, seuls les avoirs attribuables aux Business Lines Wealth Management et Asset Management, dont la rentabilité peut être mesurée, sont retenus. Les avoirs sous simple garde et destinés uniquement à des fins de transactions/d'administration en sont exclus. Les apports/retraits nets d'argent frais de la clientèle sont constitués des avoirs acquis de nouveaux clients ou de clients existants ainsi que des retraits d'avoirs de clients existants ou ayant rompu leur relation avec la Banque. Leur valeur est déterminée au jour du transfert (liquidités et/ou valeurs mobilières). En sont exclus les mouvements dus au marché, aux changements de cours ainsi que les revenus y afférents (intérêts/dividendes), de même que la perception des frais et intérêts sur prêts.

INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RÉSULTAT

INTÉRÊTS NÉGATIFS

CHF

	2025	2024
Intérêts négatifs concernant les opérations actives (réduction du produit des intérêts et des escomptes)	-2 690	–
Intérêts négatifs concernant les opérations passives (réduction des charges d'intérêts)	–	-8 045

CHARGES DE PERSONNEL

CHF

	2025	2024
Appointements (jetons de présence et indemnités fixes aux organes de la banque, appointements et allocations supplémentaires)	-120 531 745	-127 861 791
- dont charges en relation avec les rémunérations basées sur les actions et les formes alternatives de la rémunération variable	-2 600 000	-2 700 000
Adaptations de valeur relatives aux avantages et engagements économiques découlant des institutions de prévoyance	–	–
Prestations sociales	-24 769 389	-27 947 459
Autres charges du personnel	-6 014 848	-12 519 455
Total	-151 315 981	-168 328 705

AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION

CHF

	2025	2024
Coût des locaux	-9 870 387	-14 060 453
Charges relatives à la technique de l'information et de la communication	-32 804 400	-30 089 000
Charges relatives aux véhicules, aux machines, au mobilier et autres installations ainsi qu'au leasing opérationnel	-531 624	-1 078 727
Honoraires de la société d'audit	-1 961 013	-2 055 869
- dont pour les prestations en matière d'audit financier et d'audit prudentiel	-1 924 713	-1 984 719
- dont pour les autres prestations de service	-36 300	-71 150
Autres charges d'exploitation	-21 868 797	-32 421 009
Total	-67 036 221	-79 705 058

COMMENTAIRES DES PERTES SIGNIFICATIVES AINSI QUE DES PRODUITS ET CHARGES EXTRAORDINAIRES DE MÊME QUE DES DISSOLUTIONS SIGNIFICATIVES DE RÉSERVES LATENTES, DE RÉSERVES POUR RISQUES BANCAIRES GÉNÉRAUX ET DE CORRECTIFS DE VALEURS ET PROVISIONS DEVENUS LIBRES

Aucun élément significatif à signaler au cours de l'exercice sous revue.

RÉSULTAT OPÉRATIONNEL RÉPARTI ENTRE LA SUISSE ET L'ÉTRANGER SELON LE PRINCIPE DU DOMICILE DE L'EXPLOITATION

En milliers de CHF

	2025			2024		
	Suisse	Etranger	Total	Suisse	Etranger	Total
Résultat des opérations d'intérêts	26 375	2 536	28 911	37 776	9 605	47 381
Résultat des opérations de commissions et des prestations de service	111 870	71 286	183 156	115 104	84 185	199 289
Résultat des opérations de négoce	25 703	3 306	29 009	19 139	4 059	23 197
Autres résultats ordinaires	12 365	1 285	13 650	11 608	767	12 375
Charges d'exploitation	-142 427	-75 925	-218 352	-148 631	-99 401	-248 033
Corrections de valeur sur participations, amortissements sur immobilisations corporelles et valeurs immatérielles	-12 984	5 236	-7 748	-8 275	-1 888	-10 164
Variations des provisions et autres corrections de valeur, pertes	20 150	-17 627	2 523	2 458	519	2 977
Résultat opérationnel	41 052	-9 903	31 149	29 178	-2 155	27 023

IMPÔTS COURANTS ET LATENTS

CHF

	2025	2024
Impôts courants	-5 528 780	-6 509 015
Impôts différés	-28 850	15 070
Total	-5 557 630	-6 493 945
Taux d'imposition moyen sur la base du résultat avant impôts	-19.6%	-24.1%



CHIFFRES-CLÉ EN MATIÈRE PRUDENTIELLE*

KM1: CHIFFRES-CLÉS ESSENTIELS RÉGLEMENTAIRES

En milliers de CHF

	2025	2024
Fonds propres pris en compte	215 831	221 818
Fonds propres de base durs (CET1)	215 831	221 818
Fonds propres de base (T1)	215 831	221 818
Fonds propres globaux	215 831	221 818
Positions pondérées en fonction des risques (RWA)		
RWA	946 964	1 032 613
Exigences minimales de fonds propres	75 758	82 609
Ratios de fonds propres basés sur les risques (en % des RWA)		
Ratio CET1 (%)	22.79%	21.48%
Ratio de fonds propres de base (%)	22.79%	21.48%
Ratio des fonds propres globaux (%)	22.79%	21.48%
Exigences en volants en CET1 (en % des RWA)		
Volant de fonds propres selon le standard minimal de Bâle (%)	2.5%	2.5%
Volants anticycliques (art. 44a OFR) selon le standard minimal de Bâle (%)	0.0%	0.0%
Volant de fonds propres supplémentaire en vertu du risque systémique international ou national (%)	0.0%	0.0%
Ensemble des exigences de volants selon le standard minimal de Bâle, en qualité CET1 (%)	2.5%	2.5%
CET1 disponible afin de couvrir les exigences en volants selon le standard minimal de Bâle (après déduction du CET1 affecté à la couverture des exigences minimales et cas échéant à la couverture des exigences TLAC) (%)	13.5%	13.5%
Ratios-cibles de fonds propres selon l'annexe 8 de l'OFR (en % des RWA)		
Volant de fonds propres selon l'annexe 8 OFR (%)	3.2%	3.2%
Volants anticycliques (art. 44 et 44a OFR) (%)	0.0%	0.0%
Ratio-cible en CET1 (en %) selon l'annexe 8 de l'OFR majoré par les volants anticy-cliques selon les art. 44 et 44a OFR	7.4%	7.4%
Ratio-cible en T1 (en %) selon l'annexe 8 de l'OFR majoré par les volants anticy-cliques selon les art. 44 et 44a OFR	9.0%	9.0%
Ratio-cible global de fonds propres (en %) selon l'annexe 8 de l'OFR majoré par les volants anticycliques selon les art. 44 et 44a OFR	11.2%	11.2%
Ratio de levier Bâle III		
Engagement global	2 302 156	2 097 539
Ratio de levier Bâle III (fonds propres de base en % de l'engagement global)	9.8%	10.6%

* Les chiffres clé en matière prudentielle ne sont pas audités.

KM1: CHIFFRES-CLÉS ESSENTIELS RÉGLEMENTAIRES (SUITE)

En milliers de CHF

	2025	2024
Ratio de liquidité à court terme LCR		
Numérateur du LCR: somme des actifs liquides de haute qualité	1 083 658	823 679
Dénominateur du LCR: somme nette des sorties de trésorerie	463 478	326 249
LCR du 4e trimestre	234.0%	252.0%
Numérateur du LCR: somme des actifs liquides de haute qualité	919 462	830 208
Dénominateur du LCR: somme nette des sorties de trésorerie	378 132	365 089
LCR du 3e trimestre	243.0%	227.0%
Numérateur du LCR: somme des actifs liquides de haute qualité	871 793	915 611
Dénominateur du LCR: somme nette des sorties de trésorerie	396 745	445 781
LCR du 2e trimestre	220.0%	205.0%
Numérateur du LCR: somme des actifs liquides de haute qualité	744 559	1 012 968
Dénominateur du LCR: somme nette des sorties de trésorerie	353 806	478 123
LCR du 1er trimestre	210.0%	212.0%

RISQUES

OV1: APERÇU DES POSITIONS PONDÉRÉES PAR LE RISQUE

En milliers de CHF

	RWA		Fonds propres minimaux
	2025	2024	2025
Risque de crédit	374 732	458 250	29 979
Risque de marché	71 547	18 275	5 724
Risque opérationnel	441 303	556 025	35 304
Montants en-dessous des seuils pertinents pour la déduction (montant soumis à pondération de 250 %)	59 382	63	4 751
Total	946 964	1 032 613	75 757

RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le risque de liquidité se définit comme le risque découlant d'une situation de trésorerie ne permettant plus de faire face aux engagements ou de respecter les ratios légaux applicables.

Gestion des risques de liquidités

La gestion du risque de liquidité a pour objectif de garantir la capacité du Groupe de faire face à ses engagements en tout temps et de manière continue.

Le Groupe a pour stratégie de gérer le risque de liquidité de manière consolidée, dans le respect des dispositions légales applicables à chaque entité.

Le Groupe veille à centraliser la gestion des liquidités auprès de Mirabaud & Cie SA («la Banque»). Au vu de leur exposition faible dans leur bilan au risque de liquidité, les entités qui font partie de la ligne de métier Asset Management («MAM») sont intégrées de manière ad-hoc dans la surveillance consolidée du risque de liquidité.

Pour la gestion de ses liquidités, le Groupe vise à minimiser les risques de crédit en privilégiant les banques centrales et le risque de marché en investissant dans des obligations gouvernementales de première qualité.

Rôles et responsabilités

L'Administration exerce la surveillance consolidée du Groupe, ce qui inclut la définition des prescriptions nécessaires à la conduite efficace et uniforme du Groupe et à l'organisation du Groupe au sens des cm. 98 et 99 de la Circ.-FIN-MA 2017/1 Gouvernance d'entreprise - banques.

L'Administration surveille le respect des exigences en matière de ratios prudentiels, notamment en matière de liquidités, à l'échelle du Groupe.

L'Administration approuve annuellement la planification des liquidités à l'échelle du Groupe et

décide des principes de gestion des liquidités au niveau du Groupe.

Le Comité ALM de Mirabaud & Cie SA apprécie l'analyse du risque de liquidité (identification et évaluation), fournit des propositions sur la tolérance au risque (valeurs et ratios limites), les scénarios de crise et le plan d'urgence et, sur la base de ses activités de surveillance, vérifie le respect des valeurs et ratios limites et leur évolution en proposant, si besoin, des mesures correctives pour rétablir un profil de risque adéquat. Il informe l'Administration en cas de dépassement des seuils fixés.

Le Contrôle des risques surveille l'évolution des balances des Clients, estime le besoin du collatéral de la banque en général, estime le besoin de liquidités résultant des opérations sur dérivés en cas de scénario de stress, surveille les opérations intra-journalières qui peuvent avoir un impact significatif et reporte au Comité ALM et au Comité Exécutif la surveillance des seuils sous sa responsabilité.

Le Contrôle financier vérifie l'exactitude, l'exhaustivité et l'évaluation des opérations de trésorerie; contrôle mensuellement le respect des ratios de liquidités et en informe de manière régulière le Comité ALM, établit mensuellement les reportings: Liquidity Coverage Ratio et Net stable funding ratio; effectue annuellement les tests de résistance et met à jour le plan d'urgence. Le service Trésorerie/Change gère la trésorerie de la Banque et supervise la gestion de la trésorerie au niveau du Groupe. Il reporte régulièrement au Comité ALM les indicateurs sous sa responsabilité.

Stratégie de refinancement

Pour le refinancement de ses opérations actives, essentiellement l'octroi de crédits, la source principale de financement de la banque provient des dépôts de sa clientèle. La Banque

peut avoir recours à une diversification de son financement par du crédit bancaire ou de l'émission de papiers monétaires à court terme.

Le service Contrôle des risques surveille l'évolution des dépôts Clients et informe le Comité ALM. La Finance identifie régulièrement toute contrepartie disposant d'engagements envers la clientèle supérieurs à 10% du total des engagements envers la clientèle.

Identification, évaluation et limitation du risque de liquidité

En sus du respect des ratios légaux, le Groupe a défini des seuils de tolérance sur les principales valeurs et ratios (LCR, ratio créances/engagements, valeurs éligibles au titre du collatéral/Utilisation effective du collatéral), le passage des seuils peut requérir une information voire une action. Le Groupe a également défini des principes de gestion des échéances visant à rembourser les engagements envers la clientèle dans les 24 heures. Un niveau de perte maximum fixé à 20% des fonds propres dans le cas de l'évaluation des résultats des scénarios de stress.

Ces seuils sont calculés mensuellement et discutés lors des séances du Comité ALM qui les considère également sous l'angle du Groupe.

Le Comité ALM

- Définit un modèle interne d'évaluation du risque de liquidité dans un but d'analyse prospective.
- Définit les hypothèses des scénarios de crise : ceux-ci tiennent compte en particulier d'une crise bancaire globale, d'un retrait massif des dépôts en compte, d'un afflux massif d'espèces et des asymétries de devises, analyse les résultats des tests de résistance en termes d'impact sur les ratios réglementaires, les ratios limites internes et le modèle interne, les

compare avec la tolérance au risque de liquidité définis et les intègre dans le processus de fixation des limites.

- Propose toutes mesures concrètes visant à ramener le Liquidity Coverage Ratio dans les seuils de la présente directive.

Les actifs liquides (HQLA) sont composés d'environ 78% d'avoirs sur le compte de règlement auprès de la BNS. Le reste correspond principalement à des obligations Gouvernementales, notamment la Confédération Suisse, et sont éligibles aux opérations de refinancement de la BNS.

Les sorties sur les dépôts de la clientèle représentent environ 90% du total des sorties de liquidité, constituant ainsi la principale source de refinancement et donc de sorties potentielles en cas de crise de liquidité.

Les prêts à la clientèle arrivant à échéance dans les 30 jours représentent environ 70% des entrées de liquidité.

CR1: RISQUE DE CRÉDIT QUALITÉ DE CRÉDIT DES ACTIFS

En milliers de CHF

	Valeurs comptables brutes		Corrections de valeur / amortissements	Valeurs nettes
	Positions en défaut	Positions pas en défaut		
Créances (sans les titres de dette)	4 818	617 348	-165	622 001
Titres de dette	-	-	-	-
Expositions hors bilan	-	-	-	-
Total	4 818	617 348	-165	622 001

La définition des créances en « défaut », assimilable à celle des créances compromises, est détaillée à la page 25 du présent rapport.

CR2: RISQUE DE CRÉDIT CHANGEMENTS DANS LES PORTEFEUILLES DE CRÉANCES ET DE TITRES DE DETTE EN DÉFAUT

En milliers de CHF

Créances et titres de dette en défaut, à la fin de la période précédente	4 652
Créances et titres de dette tombés en défaut depuis la fin de la période précédente	-
Positions retirées du statut « en défaut »	-
Montants amortis	-
Autres changements (+/-)	-
Créances et titres de dette en défaut, à la fin de la période de référence	4 652

CRB : RISQUE DE CRÉDIT

INDICATIONS ADDITIONNELLES RELATIVES À LA QUALITÉ DE CRÉDIT DES ACTIFS

La définition des créances en «défaut», assimilable à celle des créances compromises, est détaillée à la page 27 du présent rapport.

Le Groupe n'a pas d'expositions en souffrance (retard de plus de 90 jours) qui ne soient pas simultanément considérées comme compromises.

Etant donné la qualité et la nature de notre portefeuille des crédits, le Groupe ne présente pas de positions restructurées.

CR3: RISQUE DE CRÉDIT

APERÇU DES TECHNIQUES D'ATTÉNUATION DU RISQUE

En milliers de CHF

	Positions sans couverture / valeurs comptables	Positions couvertes par des sûretés: montant effectivement couvert	Positions couvertes par des garanties financières ou des dérivés de crédit: montant effectivement couvert
Créances (y c. les titres de dette)	4 652	—	—
Opérations hors bilan	—	—	—
Total	4 652	—	—
Dont en défaut	4 652	—	—

Les positions sans couverture sont principalement composées des expositions relatives aux immobilisations financières et créances envers les contreparties bancaires.

CR5: RISQUE DE CRÉDIT

POSITIONS PAR CATÉGORIES DE POSITIONS

ET PONDÉRATIONS-RISQUE SELON L'APPROCHE STANDARD

En milliers de CHF

	Catégories de positions / pondérations risques										Total des positions sou- mises au risque de crédit (après CCF et CRM)
	0%	10%	20%	30%	40%	50%	75%	100%	150%	Autres	
Gouvernements centraux et banques centrales	1 036 507	–	13 523	–	–	11	–	48	–	–	1 050 089
Collectivités de droit public	–	–	16 782	–	–	3 949	–	10	–	–	20 741
Banques multilatérales de développement	24 036	–	–	–	–	–	–	–	–	–	24 036
Banques	–	–	73 414	11 079	193	863	–	–	10 928	–	96 477
Entreprises	–	–	12 760	–	–	5 620	–	26 590	–	–	44 970
Retail	–	–	–	–	–	–	–	32 723	–	–	32 723
Autres positions	2 211	–	–	–	–	–	–	265 387	–	48	267 646
Total	1 062 754	–	116 479	11 079	193	10 443	–	324 758	10 928	666	1 537 300
<i>Dont créances couvertes par gage immobilier</i>	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
<i>Dont créances en souffrance</i>	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–

IRRBBA: RISQUE DE TAUX

OBJECTIFS ET NORMES POUR LA GESTION DU RISQUE DE TAUX DU PORTEFEUILLE DE BANQUE

Les risques de taux d'intérêts incluent les pertes potentielles concernant le résultat net des opérations d'intérêts et les variations de la valeur économique des fonds propres en raison de fluctuations des taux d'intérêts. Ils sont gérés de manière centralisée pour l'ensemble du Groupe.

Le Groupe définit la stratégie de prise de risque dans le domaine des risques de taux d'intérêt dans le portefeuille bancaire en fixant des limites en fonction des fonds propres disponibles avec l'objectif de maintenir le niveau de risque de taux d'intérêt à un niveau bas.

Les limites sont exprimées sous forme :

- de limites de sensibilité de la valeur économique des fonds propres (effet valeur)
- d'impasses (gap) par tranches d'échéances

L'Administration exerce la surveillance consolidée du Groupe, ce qui inclut la définition des prescriptions nécessaires à la conduite efficace et uniforme du Groupe et à l'organisation du Groupe au sens des cm. 98 et 99 de la Circ.-FINMA 2017/1 Gouvernance d'entreprise - banques.

- le Comité ALM gère le risque de taux dans le portefeuille bancaire ;
- le service du Contrôle des Risques vérifie trimestriellement le respect des limites octroyées et fait état de ses constatations dans le rapport trimestriel sur les risques.

Selon les principes de la circulaire FINMA 2019/2, les risques de taux d'intérêt sont mesurés trimestriellement par :

- des indicateurs statiques mesurant les effets sur la valeur du portefeuille bancaire (valeur actuelle des fonds propres et la sensibilité de la valeur actuelle des fonds propres pour des variations parallèles de taux selon les 6 scénarios prévus par FINMA ;
- des indicateurs dynamiques mesurant les effets sur les revenus en lien avec les variations de taux d'intérêts. Les indicateurs dynamiques établissent la sensibilité de la marge nette d'intérêts pour une hausse et une baisse parallèle de la courbe des taux d'intérêts pour un horizon de temps d'une année mobile ;
- une analyse des gaps par tranches d'échéances délimitant les échéances non concordantes des positions actives par rapport aux positions passives.

Les simulations de crise tiennent compte des évolutions de la liquidité des principaux marchés financiers, des modifications des volatilités et des corrélations de la courbe des taux de marché, des comportements attendus des Clients.

Compte tenu de la nature des activités du Groupe et des contraintes liées aux positions intégrant un risque de taux d'intérêt, l'effet sur la structure et l'effet sur la solvabilité d'une modification des taux d'intérêt sont considérés comme peu significatifs.

IRRBA1: RISQUE DE TAUX

INFORMATIONS QUANTITATIVES SUR LA STRUCTURE DES POSITIONS ET LA REDÉFINITION DES TAUX

En milliers de CHF

	Volumes en millions de CHF			Délais moyens de redéfinition des taux (en années)	
	Total	Dont CHF	Dont autres devises significatives*	Total	Dont CHF
Date de redéfinition du taux définie					
Créances sur les banques	473	450	23	0.0	0.0
Créances sur la clientèle	563	188	350	0.1	0.0
Immobilisations financières	342	20	322	0.4	2.2
Autres créances	–	–	–	–	–
Créances découlant de dérivés de taux	–	–	–	–	–
Engagements envers les banques	–	–	–	–	–
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	98	–	39	0.1	0.0
Emprunts et prêts des centrales d'émission de lettres de gage	–	–	–	–	–
Autres engagements	–	–	–	–	–
Date de redéfinition du taux non définie					
Créances sur les banques	32	2	18	0.0	0.0
Créances sur la clientèle	57	5	51	0.1	0.1
Autres créances à vue	–	–	–	–	–
Engagements à vue sous forme de compte privés et de comptes courants	1 424	431	926	0.0	0.0
Autres engagements à vue	28	16	10	0.0	0.0
Total	3 018	1 112	1 740	0.0	0.0

*représentant plus de 10 % des valeurs patrimoniales ou des engagements de la somme de bilan

Le délai maximal de redéfinition des taux (en années) pour les positions avec définition modélisée (non prédéterminées) de la date de redéfinition des taux n'est pas en vigueur en 2018.

TABLEAU IRRBB1: RISQUE DE TAUX

INFORMATIONS QUANTITATIVES SUR LA VALEUR ÉCONOMIQUE ET LA VALEUR DE RENDEMENT

En milliers de CHF

	ΔEVE (fluctuation de la valeur économique)		ΔNII (fluctuation de la valeur de rendement)	
	2025	2024	2025	2024
Hausse parallèle	-3 248	-1 201	27 173	21 191
Baisse parallèle	3 315	1 211	-26 722	-20 825
Choc dit steepener ¹	1 710	725	–	–
Choc dit flattener ²	-2 343	-924	–	–
Hausse des taux à court terme	-3 293	-1 208	–	–
Baisse des taux à court terme	3 338	1 216	–	–
Maximum	-3 293	-1 208	–	–
Période	2025	2024	2025	2024
Fonds propres de base (Tier 1)	215 831	221 818	215 831	221 818

ORA: RISQUES OPÉRATIONNELS

INDICATIONS GÉNÉRALES

Le risque opérationnel est défini à la page 27 du présent rapport.

La propension au risque opérationnel est particulièrement réduite. A ce titre, aucune limite en matière de pertes opérationnelles «acceptables» n'est octroyée. Tout incident opérationnel – avec ou sans incidence financière – fait l'objet d'une analyse approfondie afin d'en déterminer l'origine, la cause et les responsabilités. Des mesures adéquates de remédiation de la cause sont appliquées afin d'éviter qu'un incident ne se reproduise.

Les collaborateurs du Groupe sont sensibilisés à la possibilité de survenance de risques opérationnels afin de réaliser leurs tâches avec diligence, soin, efficacité et efficience en gardant à l'esprit la confidentialité, le secret bancaire, la sauvegarde des intérêts des Clients du Groupe, et une recherche permanente de qualité et d'amélioration ainsi que de réduction des risques. Chaque collaborateur est formé, dans son domaine d'activité, à une fréquence régulière en vue de maintenir et d'améliorer ses compétences pour évaluer ses activités et les risques opérationnels qu'il engendre, en limiter la survenance ou l'impact au moyen d'activités de contrôle, identifier la survenance d'un risque opérationnel et la communiquer immédiatement aux instances compétentes.

En matière de risques opérationnels, la propension aux risques n'est en général pas définie par des limites de nature quantitative, mais au travers d'indicateurs de mesure de risque (Key Risk Indicators). Ces derniers sont destinés à évaluer le risque opérationnel découlant des activités, processus et systèmes par ligne de métier. Ils font l'objet de reporting à fréquence régulière, en général établis par la fonction Contrôle des risques et analysés au sein du Comité risques de l'entité du Groupe ou de la ligne de métier concernée. En fonction du seuil atteint par l'indicateur, des commentaires sont requis des propriétaires de l'activité, voire la mise en place de mesures correctives afin de rétablir un profil de risque conforme à la propension au risque prédéfinie. Les indicateurs de risque et leurs seuils font l'objet d'une revue au minimum annuelle.

Chaque entité opérationnelle du Groupe a mis en place un plan de continuité d'activité (Business Continuity Plan) afin d'assurer la reprise des activités et de protéger les actifs de ses Clients. Ce plan tient compte des activités de l'entité du Groupe concernée telles qu'elles ressortent de son règlement d'organisation, ainsi que de divers scénarios et situations de crise dues à des sinistres ou des catastrophes majeures. Le concept du plan est évalué de manière continue par un Comité spécialisé au sein de l'entité concernée, afin de déterminer la pertinence de la stratégie et d'identifier les modifications à apporter. Son efficacité est testée annuellement. La stratégie de continuité tient compte des exigences réglementaires locales.

Le Groupe Mirabaud applique l'approche de l'indicateur de base au sens de l'art. 92 OFR pour l'établissement des exigences de fonds propres au titre des risques opérationnels.



Rapport de l'organe de révision



Rapport de l'organe de révision

Au collège des Associés de Mirabaud SCA

Rapport sur l'audit des comptes consolidés

Opinion d'audit

Nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de Mirabaud SCA et de ses entités affiliées (collectivement, « le Groupe »), comprenant le bilan consolidé au 31 décembre 2025, le compte de résultat consolidé, l'état des capitaux propres consolidés et le tableau de flux de trésorerie consolidé pour l'exercice arrêté à cette date ainsi que l'annexe aux comptes consolidés, y compris un résumé des principales méthodes comptables.

Selon notre appréciation, les comptes consolidés (pages 16 à 56) donnent, dans tous leurs aspects significatifs une image fidèle du patrimoine et de la situation financière du Groupe au 31 décembre 2025 ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour l'exercice arrêté à cette date conformément aux prescriptions comptables pour les banques et sont conformes à la loi suisse.

Fondement de l'opinion d'audit

Nous avons effectué notre audit conformément à la loi suisse et aux Normes suisses d'audit des états financiers (« NA-CH »). Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'organe de révision relatives à l'audit des comptes consolidés » de notre rapport.

Nous sommes indépendants du Groupe, conformément aux dispositions légales suisses et aux exigences de la profession, qui s'appliquent aux audits des états financiers des sociétés d'intérêt public. Nous avons aussi satisfait aux autres obligations éthiques professionnelles qui nous incombent dans le respect de ces exigences.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe à l'Administration. Les autres informations comprennent les informations présentées dans le rapport annuel, à l'exception des comptes consolidés et de notre rapport correspondant.

Notre opinion sur les comptes consolidés ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune conclusion d'audit sous quelque forme que ce soit sur ces informations.

Dans le cadre de notre audit des comptes consolidés, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier si elles présentent des incohérences significatives par rapport aux comptes consolidés ou aux connaissances que nous avons acquises au cours de notre audit ou si elles semblent par ailleurs comporter des anomalies significatives.

Si, sur la base des travaux que nous avons effectués, nous arrivons à la conclusion que les autres informations présentent une anomalie significative, nous sommes tenus de le déclarer. Nous n'avons aucune remarque à formuler à cet égard.

Responsabilités de l'Administration relatives aux comptes consolidés

L'Administration est responsable de l'établissement des comptes consolidés conformément aux dispositions légales et aux statuts. Il est en outre responsable des contrôles internes qu'elle juge nécessaires pour permettre l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, l'Administration est responsable d'évaluer la capacité du Groupe à poursuivre son exploitation. Elle a en outre la responsabilité de présenter, le cas échéant, les éléments en rapport avec la capacité du Groupe à poursuivre ses activités et d'établir le bilan sur la base de la continuité de l'exploitation, sauf si l'Administration a l'intention de liquider le Groupe ou de cesser l'activité, ou s'il n'existe aucune autre solution alternative réaliste.

Responsabilités de l'organe de révision relatives à l'audit des comptes consolidés

Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et de délivrer un rapport contenant notre opinion.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, mais ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément à la loi suisse et aux NA-CH permettra de toujours détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, prises individuellement ou collectivement, elles puissent influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

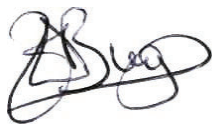
Une plus ample description de nos responsabilités relatives à l'audit des comptes consolidés est disponible sur le site Internet d'EXPERTsuisse : <http://expertsuisse.ch/fr-ch/audit-rapport-de-revision>. Cette description fait partie intégrante de notre rapport.

Rapport sur d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément à l'art. 728a, al. 1, ch. 3, CO et à la NAS-CH 890, nous attestons qu'il existe un système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes consolidés, défini selon les prescriptions de l'Administration.

Nous vous recommandons d'approuver les comptes consolidés qui vous sont soumis.

Deloitte SA



Alexandre Buga
Expert-réviser agréé
Réviser responsable



Salomé Binne
Expert-réviser agréé

Genève, le 31 mars 2026



Mirabaud & Cie SA
www.mirabaud.com

En savoir plus

